

N° 9

Février 1994

SAMUDRA

REVUE

COLLECTIF INTERNATIONAL D'APPUI AUX TRAVAILLEURS DE LA PÊCHE

PÊCHERIES NAMIBIENNES

DRAQUEURS CANADIENS

DÉVELOPPEMENT EN TANZANIE

COMMUNAUTÉS ISOLÉES D'INDONÉSIE

POLITIQUE COMMUNE DES PÊCHES DE L'UNION EUROPÉENNE

QUOTAS NÉO-ZÉLANDAIS

CONFLITS AU SRI LANKA

Table des matières

SAMUDRA No. 9 FEVRIER 1994 REVUE TRI ANNUELLE DE L'ICSF

☐	EDITORIAL Pourquoi démolir le lit de la mer ?	1
☐	CANADA Le calvaire des femmes	3
☐	NAMIBIE Un nouveau rôle pour la pêche	9
☐	ROYAUME UNI Politique commune, confusion peu commune	11
☐	SENEGAL Des rapports difficiles	15
☐	JAPON Le poisson, c'est bon !	18
☐	INDONESIE Rejoindre les communautés éloignées	20
☐	SRI LANKA Pêcher au son des canons	23
☐	NOUVELLE ZELANDE A la chasse aux profits, on démolit l'environnement	28
☐	TANZANIE Un développement très particulier	32
☐	POINT DE VUE Quoi, encore une conférence ?	38
☐	REVUE Ne réinventez pas la roue !	40
☐	NOUVELLES DU MONDE Birmanie, Thaïlande, Nouvelle Calédonie, UE, Fiji	42

Pourquoi démolir le lit de la mer ?

Les chalutiers sont souvent appelés les aspirateurs du fond des mers tropicales ou les bulldozers raclant les poissons et les espèces démersales. Depuis son introduction, il y a plus d'un siècle, les travailleurs de la pêche dans différentes régions du monde ont exprimé leur inquiétude au sujet de son immense capacité de destruction.

Malgré cela, la technologie a continué à être développée et, pendant la seconde guerre mondiale, elle a bénéficié de progrès réalisés par la Marine. L'introduction de chalutiers a été la cause de combats sanglants dans les détroits de Malaca, au large de la Malaisie et de l'Indonésie. Aujourd'hui, de différentes régions du monde, arrive la preuve de ses limites : une abilité incroyable de surpêcher!

La décimation des stocks de fonds dans plusieurs pêcheries du monde démontre clairement comment cette technologie anihile la ressource. L'effondrement de la pêcherie de morue du Canada, de la pêcherie de merlu de l'Afrique du Sud et la surpêche des ressources des langoustes et des crevettes dans plusieurs pays asiatiques témoignent de l'impact destructeur de la technologie de chalutage.

L'expérience mondiale montre que le monitoring, le contrôle et la sanction n'ont pas réussi à ce jour à protéger à la fois les ressources et les moyens de subsistance des travailleurs de la pêche côtière. Un tel effondrement des pêcheries menace—soit directement soit indirectement—les moyens d'existence de ces travailleurs de la pêche. Et paradoxalement, ce sont eux qui n'ont pas d'accès à d'autres moyens. L'article de Vicky Silk dans ce numéro de SAMUDRA illustre graphiquement comment la pêcherie de Terre Neuve au Canada a été détruite par le chalutage et comment ceci a touché en particulier les femmes.

Bien sûr, il pourrait y avoir des instances où les pêcheries de chalutage bien gérées ne s'avèrent pas trop nuisibles. Mais aujourd'hui, il y a une conviction croissante que les circonstances politiques partout dans le monde ne permettent aucune gestion prudente des pêcheries de chalutage.

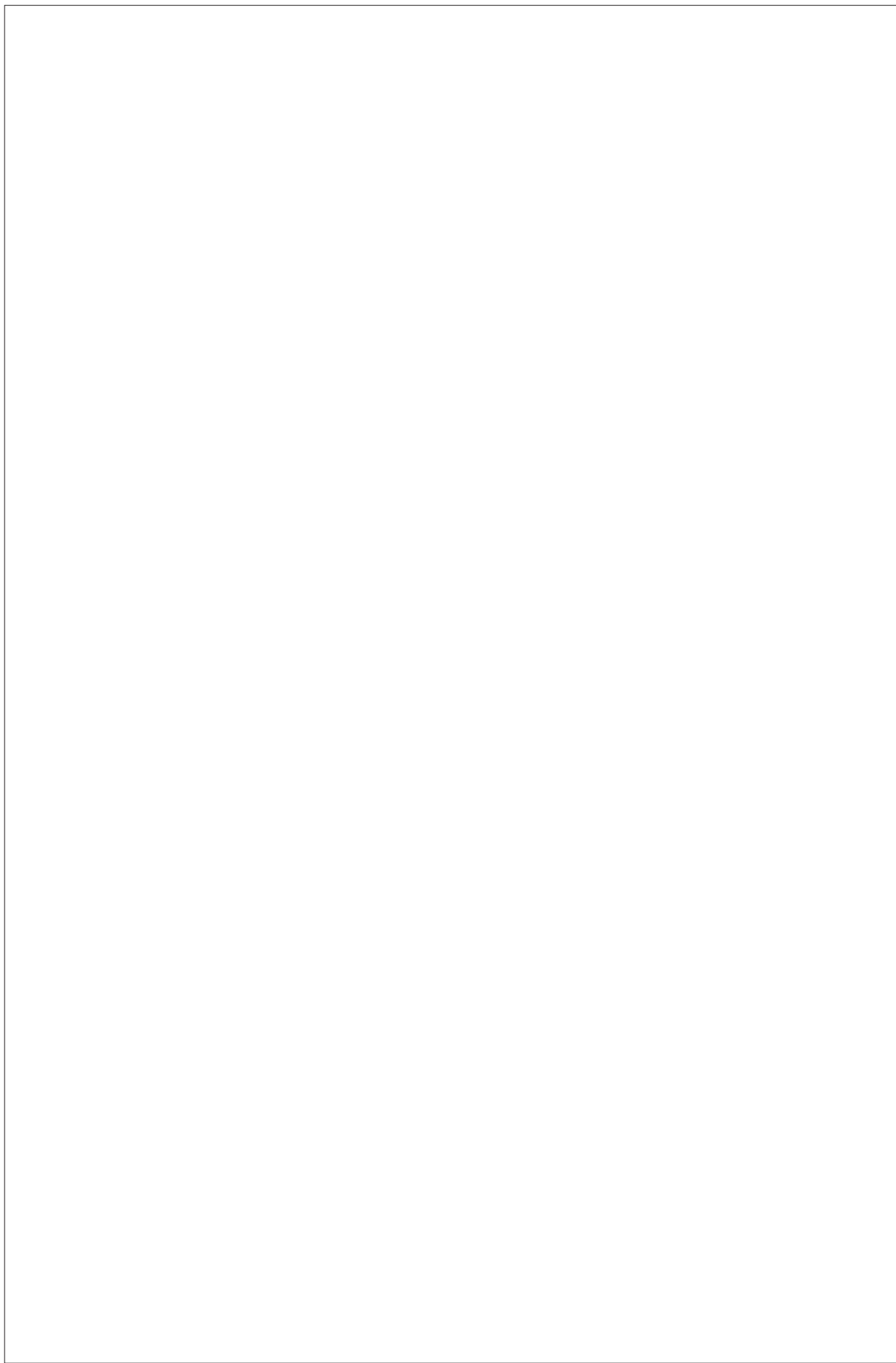
Du point de vue économique, social et environnemental, les pêcheries de chalutage non-controlées sont les pires. Et en termes physiques, leur pouvoir destructeur n'est égalé que par la pêche à la dynamite. Peut-être le temps est-il arrivé pour tous ceux qui sont impliqués dans la pêche de reconsidérer les prétendues valeurs de cette technologie. Cela est surtout nécessaire lorsque se combinent chalutage et logique industrielle. Les conséquences sont généralement catastrophiques.

Ailleurs dans ce numéro, Nalini Nayak de l'Inde recherche le soutien des consommateurs pour restreindre les activités du chalutage étant donné que les tentatives de les gérer en mer ont échoué. Il est peut-être devenu impératif de concentrer ses efforts sur la gestion de la demande, de s'efforcer de créer une situation où les consommateurs eux-mêmes dicteraient aux fournisseurs en termes très clairs ce qu'ils aimeraient manger.

Imaginez un instant que les consommateurs de poissons commencent à déclarer qu'ils ne veulent consommer que du poisson et de la langouste capturés avec des engins passifs ou uniquement des poissons élevés dans des fermes aquacoles de type extensif ou semi-intensif, qui ne détruisent pas les mangroves, par exemple.

Imaginez une situation où les consommateurs mondiaux des fruits de mer commencent réellement à demander uniquement des poissons travaillés dans des usines où les patrons respectent la dignité du travail et emploient leurs travailleurs à des conditions équitables.

Devons-nous, pouvons nous croire que ce n'est qu'un rêve ?



Le calvaire des femmes

Le raclage des fonds a ravagé les pêcheries de Terre-Neuve et démoli la vie de la plupart des femmes sur place.

La technologie de la drague a d'abord été introduite sur la côte est du Canada vers la fin des années 1890. À l'époque, elle a été mal reçue par les pêcheurs qui croyaient que cette technologie allait détruire les stocks de pêche. La Commission Royale de 1928 a décrit les chalutiers à panneaux avec des ouvertures de 100 pieds de large, capturant 130 000 à 250 000 livres de poissons!

La Commission a alors prédit que ces "draggers" détruiraient le frai de morue et d'aiglefin... détruiraient les fonds nourriciers... prendraient de grandes quantités de poissons immatures et invendables et encombreraient le marché, rendant impossible aux pêcheurs côtiers la vente de leurs captures.

Le fait que nos aïeux aient prédit le résultat possible de la technologie de la drague il y a 70 ans, rend encore tragique la crise actuelle.

Les pêcheurs se sont vigoureusement opposés à l'usage de cet engin à cause de son impact potentiel négatif sur la pêche côtière.

Néanmoins, après la seconde guerre mondiale, la pêche littorale aux filets fut doublée d'une flotte industrielle mobile.

La technologie du chalut de fond a été élaborée pour développer une mobilité en eaux profondes. Un des avantages supposés de ce type d'outil était la possibilité de travailler toute l'année.

On pouvait ainsi avoir accès à des stocks relativement inexploités et réaliser des profits importants pour les actionnaires des armements.

Les chalutiers de côté ont été couramment utilisés jusqu'à la fin des années 50. Puis ils ont été remplacés par des chalutiers à rampe arrière, vite considérés comme supérieurs. Dans les chalutiers "latéraux", le train de pêche est viré de côté; dans les chalutiers "arrières", du pont arrière. Le changement de l'un à l'autre a correspondu à une augmentation incroyable des volumes des prises et des charges utiles des navires. Les

chalutiers de côté des années 50 avaient un tonnage brut de 300-500 TJB, alors que les nouveaux "draggers" ont de 2.500 à 4.000 TJB.

Les "large" modernes sont des grands navires, normalement de 120-160 pieds de long avec une capacité de stockage d'environ 300 000 livres de poissons (150 tonnes). Ils emploient généralement 16 hommes qui partent pour des trajets de 8-25 jours en mer.

Pendant les années fastes (au milieu des années 80), les navires de la "Fishery Products International (FPI) arrivaient quelquefois avec 400 000 livres de poissons à bord. C'était avant que certains règlements de conditionnement et de congélation n'aient réduit la charge utile des chalutiers.

Les chalutiers appartiennent principalement à des sociétés comme FPI et National Sea, bien qu'il y en ait d'autres, de moins de 65 pieds appartenant à de plus petites sociétés.

La technologie de pêche est soit le chalutage à panneaux divergeants ou la drague ; dans les deux cas les engins de grosse taille sont attelés aux navires par des câbles (ou "funes").

Les panneaux divergeants peuvent peser jusqu'à 5 tonnes chacun et ils maintiennent ouvert la gueule du chalut.

Canaliser les poissons!

Les panneaux sont trainés sur le fond, ouvrant la voie et canalisant les poissons vers la poche du chalut. Une fois qu'un banc de poissons est situé entre les panneaux, une évasion est peu probable. Ce type d'engin est peu sélectif à la fois de la taille des captures et des variétés d'espèces. Il perturbe également le fond de mer.

Aux yeux des propriétaires, cet engin est considéré comme étant performant économiquement car il permet une capture de gros volumes de poissons dans une période relativement courte avec un pourcentage de bénéfices plus important.

Un exemple de cette approche est le chalutage hivernal de la morue nordique sur les quatre principales frayères de ce stock. Au moment du frai, les poissons se massent par milliers. C'est une occasion idéale pour pêcher à moindre coût et sans effort.

Le chalutage dispose aussi d'un grand choix de matériels modernes pour détecter le poisson : sonar, sondeurs de filets sans cables, LORAN et enregistreurs automatiques de parcours.

Les capitaines de chalutiers ont accès à l'information scientifique sur la température de l'eau, la fraie et le comportement des poissons. Cela contribue à une pêche hautement intensive. C'est pourquoi ces technologies modernes de chalutage ont été surnommées 'la pêche électronique'.

Il est intéressant de considérer la nature rapace du dragage au chalut. Si l'on considère ceux qui conçoivent, construisent, opèrent ces navires, on remarque que c'est une filière technologique exclusivement masculine. C'est conçu et construit par des

hommes pour des hommes! En Terre-Neuve, ce champ de travail est 100 % mâle.

La pêche au chalut de fond s'attaque à une ressource naturelle avec très peu de sensibilité et de sélectivité. Son principal objectif est de prendre sa proie aussi rapidement et brutalement que possible.

Il existe un parallèle entre cette approche "mâle" et la manière dont beaucoup d'hommes de notre société patriarcale considèrent les femmes, les enfants et les ressources naturelles.

Il n'est donc pas étonnant de noter que lors d'une longue discussion sur le chalutage arrière, 14 hommes aient eu une discussion franche sur la technologie mais ils n'ont pas, même une seule fois, parlé des questions de la protection de la ressource, de la sur-exploitation ou de l'impact social du nouvel engin.

Le chalutage de fond aujourd'hui ne connaît plus l'incertitude ni le hasard: si les poissons sont là, ils seront trouvés. Comme le dit un observateur, nous avons maintenant la

Tableau Comparatif

	Dragueur	Ligneur côtier
BATEAU:	"Atlantic Vigour" Société Anonyme coque d'acier de 30m coût: 2 millions \$ Can	ligneur côtier pêcheur propriétaire coque de polyester 7m20 22-20.000\$ Can
EQUIPAGE:	32 hommes non syndicalisés recrutés par agence (Nova Service) qui prélève un % sur les salaires	1-2 homme: et/ou femme syndicalisés
VENTES:	par firme associée	à coopérative de travailleurs
CAPTURES:	clams	en coquilles morue
ENGIN:	engin tracté mobile en "offshore" côtières opérant suivant toute l'année	palangres fixes en eaux opérant les saisons selon les flux migratoires
PRISES:	occasionnellement peut perdre toute une marée à cause de la qualité des clams en moyenne :250.000 à 30.000 livres de produits en coquille pour une marée de 20-25 jours	on sait le matin s'il y a un marché pour la prise du jour et le prix de vente 1.800 à 2500 livres de morue par marée d'un jour
CARBURANT:	consommation moyenne: 375.000 litres pour une marée de 20-25 jours 1.36 litre de fuel pour 1 livre de clam en c.	20 litres d'essence/marée 1 litre pour 124 livres de morue

capacité technologique de dépister le dernier poisson dans l'océan.

L'effet de cette méthode de pêche n'est pas uniquement ressenti par les espèces ciblées, mais également par les sous-espèces et l'habitat benthique.

Le tableau ci-contre donne quelques informations comparables sur un chalutier moderne et sur la technologie traditionnelle des ligneurs de Terre-Neuve.

Le problème de chalutage de fond a été abordé par Jim Beckett, membre du Comité Consultatif des Sciences de la Pêche du Canada Atlantique. Pour lui, le chalutage de fond peut détruire les alevins des espèces cibles. Il réduit aussi le taux de survie des oeufs en les détachant et les abimant. Une fois détachés, les oeufs sont mangés par un grand nombre de prédateurs.

Beckett pense que l'interdiction de toute activité de pêche dans des régions clés, ou au moins la réstructuration de la pêche autour de lignes ou de filets maillants de surface, combinée avec des temps de fermeture, pourrait alléger le problème de surexploitation, surtout dans les zones de frayères.

Pour donner une idée du potentiel destructif de ce type d'engin, le Dr Leslie Harris décrit un chalut pélagique dont l'ouverture pourrait laisser passer 16 jumbo-jets volant en formation de 4 par 4.

A ce jour, grâce aux chaluts, 17 des 20 espèces de poissons de fond de Terre-Neuve ont une biomasse moins élevée que normale,

avec une dizaine parmi eux ayant la plus petite biomasse jamais enregistrée.

Et on ne sait toujours pas si les stocks de la morue nordique seront jamais capables de se reconstituer.

Les prises secondaires indésirables

Le seul problème de la pêche au chalut de fond actuellement reconnu ouvertement par les armateurs, les officiels du gouvernement et les scientifiques, c'est celui des prises secondaires indésirables et des poissons immatures.

Par prises secondaires, on entend tout ce qui est vivant et qui est capturé et détruit dans le processus de chalutage d'un espèce-cible.

Puisque les chaluts ramassent des milliers de livres de poissons à la fois, et qu'ils ont subi des pressions incroyables lorsqu'ils sont remontés à bord, rien ne survit.

Deux techniques sont fréquemment utilisées par les armements pour essayer de respecter les très rares règlements gouvernementaux qui existent, ce sont : le triage en mer et l'utilisation des "chaussettes" à mailles plus petites placées dans le cul du chalut.

Le triage en mer permet de se débarrasser illégalement des poissons immatures et sans valeurs commerciale mais qui devraient être comptabilisés dans le quota du navire.

Alors que le principe d'une surveillance en continu des prises de chaluts avait été admis par les pêcheurs côtiers comme un moyen de réduire les pratiques illégales, ce n'est qu'en 1991 que cette surveillance a été réellement

mise en place, juste quelques mois avant que le moratoire ne soit déclaré.

Il est évident que, pour les chaluts de fond, le potentiel de destruction totale des écosystèmes est pratiquement illimité.

Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment le processus est stimulé par la capacité de prise des chalutiers, les technologies sophistiquées de détection à distance du poisson et la soif de profits des compagnies d'armement.

Il existe une réticence manifeste de la part des scientifiques à s'imposer la "prudence". Cela semble paradoxal puisque la science prêche l'importance de la préservation de la ressource et l'équilibre à l'intérieur des écosystèmes.

Autre anomalie frappante de l'approche de la science, c'est l'évaluation des stocks dans les années récentes basée sur les prises des flottilles de chalutiers et de 2 études annuelles de la DFO.

Au lieu de juger de la santé d'un stock en prenant en compte les flux naturels migratoires, on s'est basé tout simplement sur les débarquements.

Puisque les technologies de détection et de capture sont tellement sophistiquées, il n'y existe aucune donnée fiable de ce qui est réellement disponible, en termes de stock courant.

Les performances technologiques accrues au niveau des captures, combinées à une

science défectueuse et une mauvaise gestion choquante ont eu un impact particulièrement négatif sur les femmes travailleurs de la pêche de la large rural.

Avec la fin de la pêcherie de morue du Nord, elles ont perdu l'accès aux activités économiques. Les politiques de régulation et le moratoire les ont également affectées sérieusement.

L'impact sur les femmes

Pour apprécier l'impact de l'introduction du chalut de fond sur les femmes, il faut jeter un coup d'oeil sur la situation actuelle des femmes qui, soit sont des salariées directes soit contribuent de manière indirecte au bien-être des foyers de pêcheurs.

On pourrait même affirmer que les foyers et les communautés des femmes ont été amenées de force à la table des négociations par les syndicats exclusivement masculins, par le gouvernement et par les choix politiques des armements industriels.

La ré-introduction de la technologie du chalut de fond dans les années 50, a coïncidé avec une phase de modernisation de large et a vu les femmes privées de leur occupation traditionnelle dans l'industrie.

Les femmes se sont investies énormément dans la pêche : leurs boulots, leurs foyers et globalement leur monde dépendent de la bonne santé de la pêche.

Les usines de poissons dans les communautés rurales de pêche sont presque

toujours les plus gros employeurs et ce sont surtout des femmes qu'elles emploient. Le déclin régulier des captures a entraîné un déclin du travail dans les usines de poissons.

Pour avoir une idée de ce qu'était la participation des femmes, on peut considérer une enquête réalisée entre 1891 et 1921 sur l'île de Fogo. Cette étude montre que les femmes qui travaillaient le poisson à l'époque représentait 40,5% à 43,4% de la force de travail.

Il faut savoir aussi que, dans les années 50, les caseyeurs de Seldom, sur l'île de Fogo, devaient envoyer leur poisson à d'autres ports pour le traiter sur base d'un paiement à la pièce, tout simplement par manque de main d'oeuvre féminine à seldom.

La prise de conscience de l'impact désastreux de la surpêche sur l'élimination des femmes a été révélé en 1991 quand une enquête du gouvernement a découvert que 2850 transformatrices dans les usines n'auraient pas le droit à l'assurance-chômage à cause de l'insuffisance des captures.

Dans 6 des 8 districts où 20% ou plus de travailleurs ne pouvaient pas être admis au chômage, plus de la moitié étaient des femmes.

Les enjeux politiques apparaissent lorsqu'on s'aperçoit que les officels du gouvernement étaient conscients de l'imminence de la catastrophe et que, malgré tout, ils ont choisi de fermer les yeux sur beaucoup de questions cruciales.

Beaucoup de transformatrices des usines qui ont une longue histoire du travail de la morue ne sont pas actuellement admises au chômage à cause des directives restrictives qui ne tiennent aucun compte du déclin des captures de morue dans le passé.

Cette diminution a eu pour conséquence la réduction des semaines de travail pour des milliers des gens chaque été. En rédigeant les directives pour le Programme d'Adjustement et de Redressement de la

Morue Nordique (NCARP en anglais), le Gouvernement Fédéral n'a pas pris en compte un fait crucial. C'est que les travailleurs dans les usines ont eu de plus en plus de difficulté d'obtenir l'assurance-chômage.

Alors que les pêcheurs ont toujours pu bénéficier de la protection contre le chômage soit en trafiquant la moyenne générale de leurs gains soit en transférant certaines prises sur le compte d'autres pêcheurs, les travailleurs dans les usines n'ont jamais eu cette chance.

Perte des salaires

Ils ont perdu d'innombrables semaines de salaires parce qu'ils n'avaient pas assez d'heures de travail enregistrées au cours de ces semaines.

Les femmes sont les plus mal dédommagées, puisqu'elles ont perdu le plus d'heures de travail et qu'elles perçoivent les plus bas salaires. Le bénéfice moyen du programme gouvernemental d'ajustement est de 254 \$ par semaine pour les transformatrices alors que les hommes du même secteur perçoivent 299 \$ canadiens.

Les femmes sont les plus mal dédommagées, puisqu'elles ont perdu le plus d'heures de travail et qu'elles perçoivent les plus bas salaires. Le bénéfice moyen du programme gouvernemental d'ajustement est de 254 \$ par semaine pour les transformatrices alors que les hommes du même secteur perçoivent 299 \$ canadiens.

Les mamans seules devront avoir recours à l'assistance publique pour compléter leurs allocation NCARP. Une femme avec 5 enfants et sans soutien financier de son conjoint reçoit des allocations NCARP valant seulement 900 \$ canadiens par mois.

Il n'y a aucune reconnaissance de la contribution des femmes qui forment "l'équipage à terre" et de la quantité de travail incontestable qu'elles fournissent dans les foyers de pêcheurs. Imaginer des salaires pour le travail au foyer et pour des activités reproductives reste une utopie et n'effleure pas les pensées des décideurs politiques.

Bien qu'il existe maintenant des lois reconnaissant le travail des femmes au foyer par une compensation financière lors des conventions de divorce, la reconnaissance semble bien s'arrêter là.

Il semble que lorsque les besoins de l'homme dans la famille sont satisfaits, tous les autres besoins sont comblés. Les questions du ménage ne sont pas réglées pour autant, ni celles plus générales concernant la survie du groupe humain.

Plusieurs villes à industrie unique dépendent de la pêche pour leur emploi. La fermeture des usines va amener des pertes considérables pour ces communautés et pour leurs habitants. Alors que les captures peuvent être déplacés par camion quotidiennement dans la province, la main d'oeuvre elle, n'est pas aussi mobile.

Traditionnellement, les hommes peuvent se déplacer pour travailler ; leurs connaissances sont transférables et ils n'ont pas la charge des soins quotidiens et de l'entretien de la famille...

Par contre, les femmes s'occupent des enfants, des familles au sens large et de la maison. Beaucoup de femmes sont seules, elles doivent pouvoir compter sur leur famille et sur les amis pour s'occuper occasionnellement des enfants.

Après avoir perdu leurs usines de transformation du poisson et donc leur base économique, plusieurs petites communautés côtières vont se trouver confrontées à une obligation de délocalisation que l'on peut qualifier de "forcée" pour des raisons économiques. On est en droit de penser que les femmes ont le plus à perdre dans ce processus. 3

Cet article est écrit par Vicky Silk de Canadian Oceans Caucas.

Un nouveau rôle pour la pêche

L'économie namibienne se transforme, tandis qu'elle découvre l'importance croissante de ses pêches.

Alors que la Namibie se réjouit de son indépendance péniblement gagnée, sa nouvelle vigueur se trouve vite modérée par quelques dures réalités économiques.

Les bases traditionnelles de son économie—exploitations minières et agriculture—s'effondrent avec une récession mettant des milliers des gens au chômage. Mais l'importance nouvelle des pêches comme point central d'une économie de croissance créatrice d'emplois est réjouissante.

Selon la revue de l'Afrique du Sud "Shipping News and Fishing Industry review" (Revue des nouvelles maritimes et de l'industrie de la pêche), les stocks de poissons au large de la côte de la Namibie, ont plus que doublé depuis l'indépendance. Ceci grâce à l'amélioration de la gestion des accès aux zones nationales de pêche du gouvernement de la SWAPO.

Précédemment, les chalutiers étrangers—principalement russes, européens de l'est et espagnols—étaient pratiquement libres d'opérer à leur guise dans les mers namubiennes. Ils braconnaient le poisson, le congelaient à bord et transportaient les prises chez eux pour la transformation. Les Namubiens ont très peu bénéficié de toute cette activité.

Maintenant, par contre, les choses changent. La croissance du secteur pêche est impressionnante. En 1990, il a contribué 3 % du PIB, soit 450 Millions de Rands ou 200% de plus qu'en 1989. En 1991, la part du PIB s'est élevée à 6% et a presque doublé l'année suivante.

Des prévisions à long terme estiment la production de poisson à presque 1 million de tonnes par an. Cela devrait rapporter un revenu de 0,8 à 1,2 milliards de Rands. Les analystes s'attendent à voir grimper les stocks de précieux merlus et de pilchards alors que ceux de maquereau devraient baisser.

Malgré ce pronostic encourageant, le secteur des pêches de Namibie est handicapé par un

manque de services à la production et à la commercialisation.

Le gouvernement de la SWAPO espère aborder ces questions. Il aimerait voir plus de prises traitées à terre. Il négocie aussi une convention de pêche avec l'Union Européenne (UE). Cela pourrait créer non seulement plus de travail pour les namubiens mais aussi amener de nouvelles collaborations avec des entreprises européennes spécialisées dans le poisson et l'alimentation.

Dans l'état actuel des choses pourtant, les politiques européennes de pêches menacent les pêcheries et les travailleurs de la pêche des pays côtiers africains tels que la Namibie. Cette menace a été mise en lumière lors de la Conférence 'Bataille pour le poisson' organisée à Bruxelles par la "Coalition pour des Accords de Pêche Équitables" (CAPE).

George Gavanga, secrétaire du Syndicat des travailleurs de l'Alimentation et des secteurs annexes de Namibie (NAFAU) a souligné la nécessité de voir les entreprises mixtes garantir aux Namubiens des boulots qui ne soient pas restreints aux travaux manuels à bord des navires de la pêche. Ils devaient avoir des contrats sûrs de travail incluant la possibilité de formation et de promotion.

Mais malheureusement, l'inégalité persiste aussi dans le pays. La loi maritime namibienne interdit les grèves en mer. Cela donne donc aux capitaines le droit d'embaucher et virer les travailleurs de la pêche à leur gré.

Souvent sans lien

De plus, il n'y a souvent pas de lien entre ceux qui travaillent sur les navires et les ouvriers des usines à terre, bien qu'ils soient employés par la même société.

Il existe d'autres problèmes plus spécifiques. A Walvis Bay, par exemple, certains employeurs s'abritent derrière la loi Sud-Africaine vu que l'enclave est toujours revendiquée par l'Union sud africaine. Afin de gagner des salaires plus élevés et des

meilleures conditions de travail pour les travailleurs de la pêche de la Namibie, la NAFAU a commencé des négociations avec la plupart des sociétés de pêche de Walvis Bay.

Bien que le syndicat aie été crée dès septembre 1987, il n'a pu négocier que depuis novembre 1992. Avant, il n'était ni reconnu ni légalisé en Afrique du Sud en tant que représentation des travailleurs.

Entre temps, au moment même où ces obstacles persistent, de plus en plus de namibiens découvrent les fruits économiques des pêches. La petite ville au bord de la mer de Henties Bay par exemple, a récemment vu la naissance de l'entreprise de la communauté d'Indileni.

C'est un projet coopératif de pêche, qui contrôle et régleme les activités de ses membres. Un membre peut attraper 30 poissons ou 30 kg de poissons par jour ou transporter 60 poissons ou 60 kg de poissons par véhicule.

Le fait que les namibiens noirs puissent maintenant partager les gains de la pêche est un encouragement important et durable. Personne ne regrette le temps où leur participation se limitait à une aide passive aux pêcheurs plaisanciers sud-africains. Aujourd'hui, les Namibiens pêchent eux-mêmes pour un avenir prometteur. 3

Cet article est basé sur le Numéro spécial "pêche" de mars 1993 du 'Namibia Development Briefing' publié par le Comité d' Appui à la Namibie de Grande Bretagne et le Forum des ONG de Namibie.

Une politique commune, une confusion peu commune ?

La politique commune des pêches de l'union européenne dérive dangereusement, comme le soulignent les pêcheurs britanniques qui manifestent.

A lors que les pêcheurs britanniques protestent contre la loi du 'tie up' ("restez à quai") de leur pays, il est clair que tout ne va pas pour le mieux avec la Politique commune des pêcheries (PCP) déterminée par la Commission de la Communauté Européenne (CEC) pour tous les états membres de l'Union Européenne (UE).

En décembre 1993, le gouvernement britannique a décidé de suspendre l'imposition de la 'loi du 'tie-up' controversée, en attendant le jugement de la Cour de l'UE à Luxembourg.

La PCP est basée sur le concept d'un 'pool commun de la pêche' qui comprend toutes les mers côtières et 'territoriales' des états membres et celles à l'intérieur de la zone économique exclusive (ZEE) de l'Union Européenne.

Le pool de la pêche de la CE est divisé en 'régions de pêche' distinctes, avec des stocks spécifiques identifiés dans chaque région. Il existe également des limites dans 'l'effort de pêche' et des quotas de pêche désignés pour chaque région.

L'effort de pêche est basé sur le tonnage des navires et la puissance de leurs moteurs pêche. Des quotas sont fixés pour chaque stock individuel. Ils sont basés sur les recommandations des scientifiques qui suivent les captures (et donc la taille du stock).

Ils scrutent le 'renouvellement du stock', c.à.d. les estimations de la taille du futur stock définie par la taille de la population de géniteurs et la survie des jeunes poissons avant qu'ils ne soient adultes ou pêchables.

Il y a aussi des réglementations fixées pour les types d'engins de pêche qui peuvent être utilisés (généralement on fixe la taille des mailles), les saisons de pêche et la dimension minimum de prise pour chaque espèce.

A chaque état membre est alloué une partie du pool de la pêche de l'UE et la Commission

des Communautés Européennes fixe les limites de la capacité de pêche de l'état membre. La cote-part et la capacité de pêche sont basées sur les régions traditionnelles de pêche, la grandeur de la flotte, les niveaux de prises et pouvoir de négociation, parmi d'autres facteurs.

La CEC à Bruxelles délègue à chaque état membre la responsabilité de structurer sa flotte de pêche dans les limites fixées pour l'effort de pêche. Elle alloue également, les 'licences' à chaque état membre. Ceux-ci établissent les limites de capture sur chaque stock et chaque région de pêche.

Deux des principales méthodes pour préserver les stocks de pêche—la fixation des quotas (TAC = prises totales admissibles) et les limites de taille (MLS) pour les stocks spécifiques—semblent provoquer de nombreux rejets de poissons en mer ou la vente illégale au marché comme 'poisson noir'.

Le marché du 'poisson noir' suscite de sérieuses inquiétudes aux industries de prise et de transformation. Le poisson 'à bas prix' inonde le marché, cassant les prix et rendant le poisson moins disponible pour le traitement légal.

Court-circuitant les enchères

On pense que le gros du poissons d'excellente qualité court-circuite les ventes aux enchères légales et que beaucoup de ports importants de débarquement deviennent des points de dumping pour le poisson de faible qualité de poissons. Les prix cassés en Europe ont entraîné pas mal de violentes protestations contre les navires étrangers débarquant du poissons.

A Bruxelles, les bureaucrates de la CE envisagent de réduire la flotte de pêche d'au moins 40 % afin d'adapter l'effort de pêche avec les limites de capture. Des Programmes d'Orientation Pluri-annuels (POP) ont été combinés et établis pour chaque état membre.

Ces programmes 'recommandent' les niveaux d'effort de pêche que les flottes nationales doivent appliquer dans les limites des quotas de pêche.

Ceci impliquera une mise hors-service significative de navires, des diminutions des heures de pêche ou un redéploiement des navires dans d'autres lieux de pêche (les eaux du Sud sont un cible particulière pour les navires de l'UE).

A côté des POPs, la CEC a établi pour chaque état des subventions de 'mise hors-service', pour éponger l'excédent de capacité de pêche. En cela, certains états font mieux que les autres.

Par exemple, le POP pour la Grande Bretagne exige 19% de réduction du nombre de bateaux dans les cinq prochaines années, mais les subventions de mise hors-service sont très réduites.

Les pêcheurs soutiennent que les objectifs de ces programmes sont excessivement durs et catastrophiques pour les 4.500 bateaux et les 20.000 travailleurs de la pêche employés à bord de la flotte de pêche britannique.

Dans le cas de la Grande Bretagne, la PCP est mise en oeuvre par le biais de la Loi de (protection du poisson, la "Sea Fish (Conservation) Act" et chaque 'organisation de producteurs' (OP) reçoit ses quotas et les limites de l'effort de pêche.

Une des pierres angulaires de cette Loi est la 'loi du 'tie-up' déjà citée et l'Ordonnance du permis de pêche et du temps en mer de 1993.

Par ces lois, le gouvernement britannique espérait réduire sa flotte en conformité avec le POP, et limiter le nombre de jours que chaque navire passe en mer. Ce temps comprend le temps de pêche réel ainsi que le temps de 'route' qu'ils mettent pour aller et revenir des lieux de pêche.

Le nombre de jours alloué à chaque navire est varie, entre autres, avec l'importance et le type de pêche et va de 80 à 250 jours par an. En Ecosse, 30% des bateaux ont reçu le minimum, c.à.d. 80 jours, alors qu'en

Angleterre c'est plus de 50 % de la flotte qui a reçu le même traitement.

Les pêcheurs de Grande Bretagne sont donc loin d'être contents. Dans la première moitié de 1993, ils ont fait la une des journaux britanniques en protestant contre la 'loi de tie-up'. Plusieurs ports ont été bloqués, la navigation était interrompue, des troubles ont éclaté et plusieurs personnes furent arrêtées.

En juin, ces protestations furieuses et spontanées sont devenues des campagnes plus organisées et structurées. Les organisations des pêcheurs ont pris l'avis de juristes et ils mettent maintenant en cause la loi de 'tie-up'.

Dans la première moitié de 1993, ils ont fait la une des journaux britanniques en protestant contre la 'loi de tie-up'. Plusieurs ports ont été bloqués, la navigation était interrompue, des troubles ont éclaté et plusieurs personnes furent arrêtées.

Etant donné que des procédures légales de l'UE sont en cause, l'affaire sera probablement soumise à la Cour de Justice à Luxembourg. Les poursuites judiciaires peuvent prendre jusqu'à 2 ans avant d'aboutir.

Entre temps, les femmes de pêcheurs ont organisé une campagne de sensibilisation et de mobilisation de fonds ('Je suis un ami de pêcheur') pour soutenir la campagne judiciaire et créer un 'fonds de lutte' pour payer les frais

de justice.

La Fédération des Pêcheurs Ecosais (SFF) a engagé une agence de publicité pour monter une campagne médiatique à l'appui de leur cause.

Entre temps, en juillet 1993, la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Communes a remarqué que les 'restrictions de jours en mer appliquées à la flotte entière des plus de 10 m, étaient inutilement draconiennes et signifiaient carrément une mise à la casse.'

L'implosion financière

Dans son rapport intitulé "Les effets des mesures de protection sur l'Industrie de la pêche britannique" on peut lire qu'il pourrait bien en résulter 'une catastrophique implosion financière, occasionnant la vente par les pêcheurs britanniques des permis de capture aux pêcheurs étrangers.'

Les 'stocks sous-pression' sont les stocks de poissons considérés comme étant surpêchés, en opposition aux 'stocks sans pression'.

La Fédération Nationale des Organisations de Pêcheurs (NFFO) est l'organe central de toutes les organisations anglaises de pêcheurs.

Avec la SFF qui représente les pêcheurs écossais, ils ont préparé des propositions de mesures alternatives. Les deux fédérations proposent des régions fermées et des changements aux règles de licence. Les deux fédérations argumentent également en faveur de plus d'argent pour la casse des vieux bateaux.

La proposition de la NFFO contient un ensemble très complet de mesures techniques adaptées aux différentes régions et méthodes de pêche :

- une augmentation de la grandeur des mailles et des séparateurs de chaluts pour améliorer la sélectivité, surtout pour les espèces vulnérables ainsi que des panneaux de mailles carrées obligatoires sur les chaluts.
- des augmentations importantes de la taille minimum de débarquement des poissons et des coquillages et une interdiction de débarquer du poisson non étripé.

- l'installation des zones protégées pour préserver le frai et les stocks juvéniles.
- le renforcement des systèmes existant de licence.
- plus d'argent pour les mises hors-service, en utilisant aussi des fonds que le Ministère des Finances reçoit des taxes levées sur les programmes de la CE et sur les économies réalisées en abandonnant le régime de limitation des 'jours en mer'.

La NFFO argumente que 'malgré la désorganisation économique, et l'intrusion bureaucratique générée, la Politique Commune des Pêches n'apportera pas des avantages de protection significatifs.

Quant à la proposition de la Fédération des Pêcheurs d'Ecosse, on y trouve, parmi ses aspects les plus radicaux, la suspension des TACS pour le poisson blanc et des quotas pour un an, et la permission pour les pêcheurs de débarquer et de vendre tout ce qu'ils attrapent au dessus de la taille minimum légale. Pour remplacer les TACS, la SFF propose de limiter l'effort de pêche par un système juste de 'jours en mer'. Elle propose aussi un changement de la gestion de contrôle des captures à une contrôle de l'effort de pêche.

Les autres aspects de la proposition comprennent:

- un programme de mise hors-service proprement financé.

- une réexamination immédiate du POP.
- des mesures supplémentaires techniques de conservation y compris la réglementation de la grandeur des mailles et des formes (un mélange de panneaux de mailles en losange et de mailles carrées dans certains types de chaluts)
- réduire tonnage des flottes grâce à des règles révisées du calcul des licences.
- l'octroi de licence à l'industrie à terre (aux marayeurs, aux transporteurs et aux acheteurs)
- établissement de zones interdites.

Ces initiatives des pêcheurs à la base représentent de sérieuses mesures alternatives à la législation des pêcheries imposée par les processus centralisés et non-consultatifs de la Commission Européenne depuis Bruxelles.

Il y a certains aspects des propositions qui peuvent être mis en oeuvre unilatéralement par le gouvernement britannique. Cela pourrait encourager des organisations des pêcheurs dans toute la Communauté Européenne à proposer d'autres alternatives et à demander une réflexion fondamentale sur la manière par laquelle la PCP est formulée et mise en oeuvre.

Cependant, certaines des propositions les plus radicales telles que le moratorium proposé par la SFF sur les quotas, et la demandes de zones interdites ne peuvent être réalisées qu'avec l'accord de la CE.

Bien évidemment, le gouvernement britannique n'a pas introduit le régime de 'jours en mer' afin de protéger les stocks des poissons. C'était plutôt, un moyen d'atteindre les objectifs de réduction des flottes des POP imposés par Bruxelles.

Etant donné ce fait, il semble peu probable que la Grande Bretagne prenne des décisions unilatérales à l'appui de ses travailleurs de la pêche.

Les actions autoritaires du gouvernemenet britannique ne sont pas seulement tombées à plat, mais ont également permis d'unir la communauté pour protéger leurs moyens d'existence.



Cet article est écrit par Brian O'Riordan du Groupe pour le Développement de la Technologie Intermédiaire, Rugby, Grande Bretagne.

Des rapports difficiles

Les accords de pêche entre l'UE et les pays ACP sont devenus problématiques, comme le révèle l'expérience du Sénégal

Quelques pays en voie de développement qui sont signataires à la Convention de Lomé et qui sont appelés les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) ont également signé des accords de pêche avec la Communauté Européenne (CE).

La CE entretient deux types de rapports avec les pays dans le secteur de pêche - commerciaux en signant ces accords, et de coopération par le biais de la Convention de Lomé.

Ce double rapport pose des problèmes de cohérence dans les décisions du développement et les politiques puisqu'elles croisent deux types de relations qui se heurtent en plusieurs points.

Les deux partenaires—la CE et les pays ACP—doivent souligner l'importance du secteur de la pêche dans leurs économies et leurs marchés nationaux.

Pour les pays ACP, ce secteur est aussi essentiel, ou même plus, tant pour des raisons nutritionnelles que pour des raisons économiques. Le secteur est caractérisé par une pêche artisanale importante et traditionnelle, un niveau de technologie et un investissement initial peu élevés ainsi qu'une main-d'œuvre importante.

Un accord bilatéral typiquement est caractérisé par le paiement de compensations financières auxquelles sont ajoutés les droits payés directement par les propriétaires des navires à qui ont été accordées des licences de pêche.

En 1991, il y avait 20 accords de pêche entre la CE et les pays ACP. Cette année-là, la CE a dépensé 195 Millions ECU—plus que la moitié de son budget—pour la pêche.

La CE souhaite augmenter le nombre et l'importance de tels accords puisqu'il est difficile d'obtenir des accords pareils avec les autres pays comme le Canada et les Etats Unis. De plus, les eaux de la CE sont surexploitées, alors que la demande dans le marché domestique ne fait qu'augmenter.

Quelques accords sont en train d'être négociés (avec la Namibie) ou ré-étudiés (Sénégal). Ils attendent les délibérations de la Commission Mixte de la CE/ACP sur la pêche, qui considère comme inacceptables les conditions mises par les pays ACP.

Malgré l'importance de ces accords pour les pays de la CE et de l'ACP, il est étonnant qu'il y aie si peu de documents qui les évaluent. Et d'ailleurs, il n'y a aucune méthodologie appropriée pour cette évaluation.

L'expérience du Sénégal est typique des accords de la CE-ACP. Le premier accord avec le Sénégal fut signé en 1979, avant la Politique Commune des Pêches de la CE.

Le Sénégal a 47.000 pêcheurs artisanaux. Ils représentent plus de 7% de la population active et font rentrer plus que 70% du volume total des poissons capturés et plus de la moitié de la valeur commerciale de cette prise.

L'analyse économique

L'Institut Sénégalais de Recherche Agricole en association avec le Centre de Recherche Océanographique de Dakar-Thiaroye (CRODT), a tenté une évaluation de cette situation.

Son étude, publiée en 1991, a analysé les bénéfices économiques pour le Sénégal des accords avec la CE.

Mais, malheureusement, uniquement les comptes de l'état sont analysés. Ils n'y a aucune référence aux emplois créés, au coût d'équipement et de réparation, aux aspects de traitement et d'emballage, etc.

Sur le côté positif, la signature de ces accords a contribué à la balance des paiements du pays pour environ 41 Millions d'ECU. La compensation financière de la CE ne représente que 10% de ce total.

D'après cet accord, le Sénégal devra fournir de l'aide et des subventions aux propriétaires étrangers, comme par exemple une réduction de la taxe sur le diesel marin (cassant le prix du diesel sur le marché local).

En 1987, ces subventions valaient 5,5 Millions FF, à peu près autant que la redevance payée par les navires de la CE pour les licences de pêche.

Les normes de l'investissement ont été assouplies en faveur des propriétaires des navires qui ont la liberté de transférer le capital et les revenus générés. L'effet sur la création d'emplois était minime.

En 1987, le nombre de marins sénégalais travaillant sur les navires de pêche étrangers était seulement de 1,484, à peine 3% du chiffre total des pêcheurs navigants au Sénégal. De plus, la distribution du poisson débarqué par la flotte étrangère ne représente que 10% de l'activité du port de Dakar.

Il y a plusieurs pierres d'achoppement pour l'avenir de la pêche artisanale dans plus d'un pays ACP à la suite de ces accords. L'expérience sénégalaise la démontre clairement.

La Commission déclare qu'elle n'a pas été officiellement informée par les autorités des pays d'ACP des infractions commises par les navires de la CE. Mais d'innombrables témoins sur place démontrent la perte en équipement-et par-dessus tout, en vies humaines-subie par les petits bateaux à travers des collisions avec des navires industriels étrangers.

Une étude récente réalisée par l'organisme "CREDETIP" du Sénégal a indiqué des dégâts importants. 48 pêcheurs navigants sont morts en 1990-1991, suite aux collisions avec les navires industriels. Ces collisions ont eu

lieu et à l'intérieur et au-delà de la zone réservée à la pêche artisanale.

La rareté croissante des prises oblige les pirogues à s'éloigner de plus en plus de la côte. Et, au Sénégal, les chalutiers de la CE sont autorisés à pêcher dans la zone au-delà de 6 miles marins.

Prise en otage

Le Sénégal a connu le cas d'une prise d'otage du propriétaire d'un chalutier trouvé dans une zone réservée à la pêche artisanale.

A part cette violation des zones traditionnelles de la pêche artisanale, le secteur est gêné par le faible niveau de financement et de recherche. Des navires artisanaux sont mal équipés ou souvent ne sont pas du tout pourvus des équipements de sécurité en mer.

Les pêcheurs sénégalais se mettent en route dans les bateaux non-pontés, pour des marées de 5 à 10 jours, sans aucun instrument de navigation ou aucun signal. Les accidents avec les chalutiers au-delà des zones artisanales en sont souvent le résultat. Le manque de congélateur ou de caisses isothermiques a pour conséquence des pertes importantes après-capture. De plus, les conditions d'hygiène à bord ces embarcations sont souvent déplorable.

La présence de la flotte industrielle provoque la sur-exploitation des ressources. Au Sénégal, la proportion de poissons rejetés par rapport aux poissons retenus par les chalutiers est 2,5 dans la saison chaude et 1,6 dans la saison froide.

Cela implique donc que pendant certaines périodes de l'année, la pêche industrielle rejette 2,5 fois plus de poissons que ce qu'elle ne produit effectivement. Une étude récente du CRODT estime que tous les lieux de pêche sur le plateau continental sénégalais sont à la limite d'exploitation et qu'il existe donc le risque de productions décroissantes.

Beaucoup de pays ACP ont de faibles moyens de contrôle et de surveillance pour faire appliquer les règlements. Au Sénégal, suite à la carence des services officiels, les pêcheurs traditionnels ont eux-mêmes créé un corps organisé d'observation pour contrôler l'entrée des chalutiers dans les zones réservées aux pêcheurs artisanaux.

Dans le cadre des accords de pêche, les entreprises mixtes ont été développées dans les pays ACP. Le Plan Mellick envisage une réduction de l'effort de pêche dans les eaux de la CE au travers des transferts des navires de pêche via ces entreprises mixtes. Ainsi, la société ACF (Armement Coopératif Finistérien) doit recevoir une somme de 4,5 Millions d'ECU pour transférer 3 chalutiers au Sénégal pour la pêche de merlu. Cela représente l'équivalent d'un tiers de l'aide totale au Sénégal en compensation financière et ne couvre que le transfert des trois navires.

La diminution des ressources a pour conséquence une réduction considérable dans les revenus à la fois pour les pêcheurs artisanaux et industriels, entraînant par la suite, des conséquences sociales dramatiques, bien que peu connues.

Après une visite au Sénégal, le Comité Local Des Pêches du Guilvinec en France a témoigné auprès des pêcheurs de la CE. Une dorade vendue huit francs le kilo par le pêcheur sénégalais arrive au marché parisien coûtant 44 francs alors que les pêcheurs bretons vendent ce poisson aux enchères autour de 90 francs.

Sans remettre en question les flottes industrielles dans les pays ACP et les devises qu'elles génèrent, plusieurs mesures doivent être prises par la CE pour appuyer la pêche artisanale dans son développement, aidant ainsi les populations qui dépendent de ce secteur.

Un fond d'appui devrait être créé dans le cadre de la Convention de Lomé. Il ouvrirait l'accès au crédit pour l'équipement et l'infrastructure et aussi le financement pour des organisations professionnelles. Il faut renforcer la présence et la participation des professionnels dans la définition des politi-

ques de pêche et notamment lors des signatures des accords avec la CE.

Les moyens de contrôle et de surveillance des flottes étrangères dans les eaux de l'ACP doivent être développés. Le travail de recherche dans les pays ACP doit être orienté sur l'étude et l'appui à la pêche artisanale. Dans le cadre de la Convention de Lomé, un observatoire de la pêche peut être monté pour collecter les données, les analyses et les études destinées aux décideurs.

D'autres formes possibles

Malgré tous les problèmes rencontrés, il y a, en dehors des ACP, des exemples qui montrent que le développement du secteur de pêche peut se produire par la reconnaissance du rôle de la pêche artisanale dans le processus du développement économique et social. Il est possible de créer d'autres formes d'organisation et d'imaginer des rapports autres que ceux qui existent maintenant entre pays ACP et CE et qui, le plus souvent, sont beaucoup trop déséquilibrés.



Cet article est un résumé de l'étude réalisée par Domonique Corlay pour le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement de Paris (CCFD)

Le poisson c'est bon

Pas rien que du poisson

La traditionnelle culture japonaise de consommation de poissons en fait le plus grand marché du monde pour les fruits de mer

L'industrie halieutique Japonaise occupe sur la scène mondiale une place colossale et incontournable. Le Japon, c'est un tiers du commerce mondial de fruits de mer ; il importe chaque année plus que 4 millions de tonnes de produits liés à la pêche et venant de plus de 120 pays.

Son marché est particulièrement attirant pour ses prix. En moyenne, le prix unitaire pour les produits marins importés est le double de ce qui se pratique ailleurs dans le monde.

Alors que les pêcheries mondiales produisaient 96.925.900 tonnes de fruits de mer en 1991, les Japonais en consommaient 12.202.000 tonnes dont 2.850.000 importées.

Comme l'observe un Japonais, 'Ce n'est pas une exagération de dire que la manière dont nous mangeons les poissons influent sur l'éco-système marin du monde et aussi sur les gens qui dépendent de celui-ci.'

Pourtant le pays ne se soucie guère de la gestion et la restructuration du secteur pêche du pays qui doit faire face à ces repercussions sous prétexte que la tradition du Japon, 'c'est de manger du poisson'.

La croissance de la production de poisson a connu trois périodes distinctes. Au début du siècle, pendant l'ère Meiji, la production de poissons japonaise était 1.570.000 tonnes. En un seul siècle, la production a été multipliée par un facteur quatre.

La première phase de croissance, a débuté avec l'introduction des bateaux à moteur, et duré jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La production était alors de 4 millions de tonnes.

La deuxième phase, marquée par l'avènement de la pêche hauturière, s'est terminée vers le milieu des années 1970. La production alors approchait les 10 millions de tonnes. La troisième phase de croissance a vu la production dépassant 12 millions de tonnes, grâce à la croissance dans les prises des espèces pélagiques, comme le maquereau et le pilchard.

Les bateaux toujours plus grands, des engins plus performants et une plus grande capacité de congélation ont élargi aussi le marché domestique qui a conquis même les régions rurales éloignées. La chair de baleine et de thon négligées auparavant se vendent maintenant sous forme de sauces de poissons'.

Pendant les années 70, la consommation annuelle per capita de poissons était 38,9 kg. En 1989, elle a doublé à 72,1 kg.

Pendant ce temps, les flottes japonaises en eaux lointaines perdaient déjà leurs lieux de pêche à l'étranger. Avant, leur contribution nationale à la production de poissons était près d'un tiers du total. Lorsque cette quote-part diminuait rapidement, le gouvernement et les sociétés japonaises n'ont pas tardé à se lamenter de cette perte.

Mais on ne discute jamais de la surcapacité d'alimenter le marché domestique japonais ou comment ce marché a aidé à créer cette 'culture de consommation de poissons'.

Les entreprises mixtes

Le déclin dans la production des flottes hauturières a nécessité une hausse des importations au Japon.

Pour garder l'accès aux lieux de pêche, les entreprises de pêche en eaux lointaines ont eux-mêmes établi des entreprises mixtes dans les pays côtiers où ils travaillaient.

Le gouvernement japonais accorde des quotas spéciaux d'importation aux entreprises mixtes. Certains analystes pensent que la croissance rapide des importations au Japon pendant les années 70 fut une conséquence du passage des pêches nationales hauturières aux entreprises mixtes.

Avec plus de pilchard pêché par les sennes coulissantes et les grands filets, la quote-part des espèces pélagiques dans la prise totale a augmenté.

En 1975, la prise par ces deux types d'engins était de 2 millions de tonnes. Cela s'est élevé de 5,4 millions de tonnes en 1986 dont 3

millions de tonnes faits d'une seule espèce de pilchard japonais.

Néanmoins, plus d'un tiers de la production nationale de poissons (9.268.000 tonnes en 1991) n'avait pas été consommée par les êtres humains. Plus de deux tiers de pilchards attrapés ont servi dans la production de farine de poisson, qui ensuite était utilisée pour les engrais et pour l'alimentation du bétail. La consommation non-humaine des produits de pêche s'élevait d'un millions de tonnes en 1960 à 3,9 millions de tonnes en 1991.

Mais maintenant la production de pilchard a baissé de 20%, de 4,5 millions de tonnes à 3,5 millions de tonnes. Cela a touché les entreprises de production de farine de poisson. Il a aussi conduit à plus d'importation de ces farines.

Aujourd'hui on dit que la politique officielle de pêche au Japon est adaptée pour encourager un développement fondé sur la 'gestion des ressources'. Elle doit inclure dans sa portée la culture, l'élevage, les appareils à l'éclosion, la biotechnologie et la construction des récifs à poissons dans les régions côtières.

Néanmoins, il a eu peu d'effet. L'environnement côtier du Japon reste détruit et impropre à la survie des coquillages, par exemple. Cela rend inefficace les écloseries d'ormeau et d'autres types de coquillages.

Certains analystes de pêche prévoient une insuffisance globale de l'offre de 25 millions de tonnes dans le siècle prochain. C'est surprenant pour un pays qui a, soi-disant, les lieux de pêche les plus productifs du monde et la sixième zone économique exclusive.

Très clairement, comment le Japon va-t-il faire face au défi d'augmenter la production sans sacrifier les différents secteurs de son industrie de la pêche ?

Cet article est écrit par Naoko
kakuta de Greenpeace Japon.

Les pêcheurs de Sulawesi

Rejoindre les communautés éloignées

A travers un planning de bas-en haut, une ONG à Sulawesi montre comment combler le fossé entre le gouvernement et les communautés locales éloignées.

Sur la carte, les quelque 13.000 îles qui comprennent l'Indonésie semblent stratégiquement situées comme des marches reliant l'océan qui sépare Singapour de l'Australie. De l'ouest à l'est, elles enjambent 5.000 km de mer, depuis les détroits de Malacca au nord à celui de Torres. Et du nord au sud, elles s'étendent sur plus de 2.000 km, du littoral de Sumba au sud au point le plus au nord de Sumatra.

L'île de Sulawesi—auparavant "Célèbes"—se trouve au cœur même de cet archipel tentaculaire, s'étendant au-delà de l'équateur comme une danseuse.

Pendant des siècles, elle a été l'habitat des peuples marins de Bugis. Leur renommée comme marins et navigateurs extrêmement adeptes, pêcheurs habiles et experts en construction de bateaux, est légendaire.

La partie australe de Sulawesi (*Sulawesi Selatan*) produit le plus grand des bateaux de l'Indonésie, le fameux "*pinisi perahu*" dont ils sont très fiers. Ces grandes barques qui font le commerce dans toutes sortes de biens à travers l'archipel aux mille îles, mais elles disparaissent rapidement alors que la motorisation remplace la voile.

La riche diversité qui caractérise l'Indonésie—plus de 300 ethnies parlant plus de 250 langues—est reflétée en microcosme dans les peuples de l'île et dans l'écologie de Sulawesi.

La baie de Kolono se trouve au point austral extrême du Sulawesi de l'est. Elle comprend un canal d'environ 15 miles de long et 2-3 miles de large, sous le point septentrional de l'île de Buton (*Pulau Butung*).

La côte ouest de la Baie de Kolono offre peu d'abri étant bordée de falaises à pic et de forêts denses. Le vent a tendance à provoquer une mer furieuse et agitée sur la Baie, ce qui rend le travail pénible et hasardeux ; plein de risques de chavirer pour les petits bateaux qui osent sortir. Le long rivage et le manque d'abri font de la Baie un ancrage dangereux.

A son extrémité Nord, il y a des bancs de boue qui à marée basse s'étendent jusqu'à 500 m à l'intérieur de la Baie. La côte-est est un labyrinthe de canaux à marée haute, et de bancs de boue et des forêts denses de mangroves—qui sont l'habitat de riches et singulières flore et faune.

La combinaison de marais de mangliers hautement productifs et des mers peu profondes s'étendant loin au large des multiples récifs coralliens et des petites îles favorise une pêche riche et diverse.

Les habitants de cette région appartiennent à trois groupes principaux. La population autochtone—les Telakis—suivent un mode de vie traditionnel fondé sur une culture de 'brûlis' et sur la pêche.

Il y a deux groupes d'immigrants—les Bugis et les Bajos—qui sont une population côtière maritime trouvant leurs moyens de subsistance dans la mer.

Un moyen d'existence et de subsistance

Ils opèrent des centaines de plateformes à carreaux (filets à lever) qui se pressent dans les eaux peu profondes et bien abritées et souvent plusieurs miles au large. Bien qu'ils travaillent aussi comme matelots sur les "*perahu*" en faisant du commerce entre les îles, ils tirent de la mer principalement leurs moyens de subsistance grâce à diverses activités de pêche et de culture.

Le Département "Perikanan" (Département de la pêche) travaille avec les communautés côtières dans toute la région de la Baie de Kolono. Ses activités incorporent les services usuels d'un département de la pêche gouvernemental.

Dans cette zone particulière, une ONG britannique "Le Service Bénévole d'Outre-Mer (VSO) fournit des services de conseil par le biais d'un spécialiste de la pêche, le Dr. Steve Creech. Il remplit une mission de 2 ans afin d'aider le département perikanan à améliorer ses mécanismes de planning du bas vers le haut.

Un des problèmes spécifiques rencontrés par le département est l'éloignement du personnel responsable de la gestion des programmes de travail. Ce staff vit dans la capitale régionale à une distance de 4 à 6 heures de trajet sur des pistes défoncées.

Cette situation a conduit le Dr. Creech à accorder plus d'importance au travail direct avec les groupes de pêcheurs, soutenant leur organisation et renforçant leurs structures institutionnelles.

Le département a établi une éclosérie de crevettes-tigres (*penaeus monodon*) et encourage les groupes de pêcheurs à construire des bassins à crevettes dans les zones basses des marais de mangliers.

Il y a pourtant une contradiction entre cette activité et un décret du gouvernement central qui interdit l'élimination des mangliers sous aucun prétexte.

L'élimination des mangliers pour creuser les bassins à crevettes est un processus violent et destructif. Il faut abattre les arbres pour permettre l'accès. Pour chaque bassin, environ 1 hectare de mangliers doit être entièrement éliminé.

Il n'est pas possible d'utiliser le bois coupé, étant donné les distances des bassins de crevettes aux centres de population.

Ainsi on voit des arbres précieux qui s'élèvent majestueusement à 12 ou 15 m de

haut, coupés et brûlés sur place. Les groupes de pêcheurs qui construisent ces étangs sont bien conscients qu'il faudrait mettre en place une politique rationnelle de protection. Ils font donc pression auprès du Département Perikanan pour établir des zones de protection où la construction des étangs à crevettes ne serait pas permise.

Dans l'immédiat, la destruction immodérée d'un des plus précieux habitats littoraux n'aurait pas d'impact sérieux sur l'environnement global. Mais si on ne prend pas l'initiative d'établir une politique de protection rationnelle, à la longue la capacité de l'environnement littoral à fournir un moyen d'existence durable sera gravement menacé.

Dans beaucoup de communautés autour de la Baie de Kolono, il existe une division de main-d'oeuvre bien structurée. Les hommes s'occupent du travail marin et les femmes se chargent des tâches à terre comme la fabrication des filets et la vente des poissons.

Traditionnellement, le plus gros des captures est séché simplement sur des nattes de roseau. Si cette technique a l'avantage d'utiliser du matériel localement disponible à bas prix, elle est relativement intensive en main-d'oeuvre et la qualité du produit est assez faible. Il faut régulièrement retourner les poissons exposés au soleil et au vent.

Cela exige une attention permanente et de la main-d'oeuvre. Lorsqu'il pleut, les nattes sont roulées et stockées à l'intérieur des

maisons, écrasant et déformant les poissons. Il en résulte beaucoup de déchets et de gaspillage.

Le projet du Département Perikanan/VSO soutient une initiative locale dans le village Bugis de Warwaranu, où un groupe de femmes a trouvé une méthode originale pour sécher les poissons. Leur idée est de substituer aux nattes de roseau traditionnelles des cadres de bois grillagés de petite mailles, 2 X 1,5 m de côtés placés à une hauteur de 1 m.

Ce système permet de sécher d'un coup les deux côtés des poissons. En cas de pluie, les cadres peuvent être stockés sous les maisons des Bugis qui sont sur pilotis ou couverts de plastique.

Il y a presque aucun gaspillage de poissons quand on sèche de cette manière et des améliorations dans la qualité veulent dire un boni de 70% sur l'ancien prix. De plus, le nouveau système de séchage n'est que légèrement plus cher que le système traditionnel. Ces activités basées sur des projets communautaires semblent apporter une contribution importante. Elle renforcent la capacité des communautés locales à initier et mettre en œuvre leurs propres projets. En même temps, ces activités les aident à exprimer leurs soucis et leurs besoins à ceux qui occupent des situations d'autorité.

On espère que le pont que VSO essaie de construire entre ces communautés éloignées et le département des pêches leur permettra de faire entendre leurs voix. 3

Cet article, écrit par Brain O'Riordan du "Intermediate Technology Development Groupe" de Grande Bretagne, est basé sur une courte visite au sud-est de l'île de Sulawesi.

Le district de Batticaloa

Pêcher au son des canons

Le conflit ethnique au Sri Lanka a ruiné les moyens d'existence traditionnels des familles de pêcheurs à Batticaloa.

La lutte dans le nord et l'est du Sri Lanka pour un état Tamil séparé, s'est poursuivie tout au long de la dernière décennie, touchant tous les secteurs de la société. Dans le district de Batticaloa, depuis 1990, des milliers—de civils et de militaires—ont été tués ou blessés, des centaines arrêtés et probablement plus d'un millier ont disparus.

Beaucoup de jeunes hommes se sont enrôlés dans l'une ou l'autre forces armées. Tout le monde a été touché. Les enfants ont grandi en ne connaissant que la guerre.

Le district de Batticaloa au nord est du Sri Lanka est doté d'un littoral de 120 km, 3 lagunes et 200 réservoirs d'irrigation. C'est une grande ressource naturelle pour la pêche et donne un potentiel important pour la croissance économique et pour le bien-être social.

Cependant, avec une population de 42 000 habitants, le district a un revenu per capita le plus bas du Sri Lanka, son plus bas taux d'alphabétisme (66% contre une moyenne nationale de 86%) et le taux le plus élevé d'abandons en cours de scolarité.

Batticaloa a une population majoritairement tamile (71%) et une population considérable de Moor (24%). Avec 3%, les Singhalais sont une minorité.

Plus d'un tiers des gens sont engagés dans la pêche (dans les lagunes, la mer et à terre). Batticaloa est très connu pour ses crevettestigres qui sont capturées en lagunes.

Sans doute du à l'accès facile et aux dépenses moins élevées requises pour la pêche à la lagune, il n'existe pas une longue tradition de pêche marine.

Jusqu'à 1982, la pêche marine était principalement le domaine des pêcheurs singhalais immigrés du Sud et de Mannar, embauchant de la main-d'oeuvre à Batticaloa.

Beaucoup de pêcheurs côtiers du Sud qui immigrèrent à Batticaloa pendant les six mois de la mousson du sud-est entretiennent une

deuxième famille là-bas. Cette tradition s'est éclipsée avec une mécanisation croissante des bateaux, qui a rendu possible la pêche durant la mousson et les grands vents.

Le déclenchement du conflit a empêché les pêcheurs immigrés singhalais de visiter Batticaloa. Cela a mis fin à un rapport mutuellement avantageux.

Très vite, les villages temporaires de pêcheurs sont devenus des structures permanentes et ils ont été pourvus d'un poste de police pour des 'raisons de sécurité'.

Les immigrants étaient alors vus comme faisant partie du programme de l'état de 'coloniser' Batticaloa. Ils devenaient ainsi des cibles pour des actions anti-singhalaises.

Depuis le milieu des années 1950, le gouvernement Sri Lankais a essayé d'améliorer la productivité du secteur de la pêche partout dans l'île en mécanisant les navires existant et propageant des techniques de pêche modernisées.

Ceci, principalement pour arrêter l'importation de poissons et améliorer le niveau nutritionnel de la population - 70% des protéines animales consommées localement venait du poisson. L'état concentrait son effort sur la pêche littorale, au large et en haute mer.

La production locale s'intensifie

En 1982, les importations étaient toujours élevées. Bien que la production locale s'est élevée grâce aux captures croissantes en haute mer, au large et en eaux côtières, la demande aussi a augmenté avec la population. L'insuffisance dans l'approvisionnement a conduit à des prix plus élevés et les commerçants ont augmenté leurs marges.

On a pensé quelquefois que les pêcheurs dans toute l'île n'ont pas bénéficié de ces prix augmentés. Mais il semble bien que les propriétaires de bateaux et les équipages sur les embarcations motorisées ont connu des revenus annuels sensiblement plus élevés que les groupes socio-économiques com-

parables tels que les propriétaires-cultivateurs. Seul les matelots sur embarcations traditionnelles non-mécanisées gagnaient des revenus comparables à ceux des ouvriers agricoles.

Malgré ces salaires relativement importants, les pêcheurs avaient tendance à s'endetter. C'était probablement dû aux dépenses de consommation—vêtements, loisirs, éducation et produits de 'luxe'—ainsi que la nourriture et la boisson. Ils ont eu tendance à ne pas économiser, peut-être à cause de leur revenu irrégulier et saisonnier.

Des réparations majeures pour les embarcations ou le remplacement de matériel sont souvent financés par un crédit, qui serait normalement remboursé à la fin d'une bonne saison. Les pêcheurs plus riches ont tendance à s'éloigner de l'industrie.

Le secteur de pêche n'a pas attiré de nouveaux investisseurs. La pêche est vue comme un métier basé sur la caste (les Karayar de la communauté Tamil et les Karama dans la communauté singhalaise). Les droits d'usage de pêche étaient exercés par les communautés de pêche. Les étrangers ne pouvaient pas pêcher dans les lieux de pêche communautaires et la main-d'oeuvre était recrutée parmi la communauté même.

Il semble bien que les objectifs du gouvernement de réduire les importations et d'améliorer les niveaux nutritionnels ne sont pas atteints. Entre janvier et juin de 1993, le Sri Lanka a importé du poisson séché

ou en conserve pour 727 millions de Roupies. L'insuffisance dans les approvisionnements et une forte demande ont poussé le prix du poisson hors de portée des pauvres du pays.

Du point de vue des pêcheurs, les prix élevés ont compensé pour les captures en baisse, mais leurs conditions de vie restent mauvaises dues à la nature imprévisible et saisonnière du revenu.

Beaucoup de pêcheurs ont été tués dans la dernière décennie par l'Armée Srilankaise (SLA) ou par les Tigres de la Libération de l'Eelam tamil (LTTE). Beaucoup de communautés de pêcheurs sont distantes des centres urbains et sont parfois les cibles d'opérations de sécurité et d'arrestations.

Les femmes rarement impliquées

A Batticaloa, les femmes sont rarement impliquées dans les activités de pêche. Si un père de la famille est tué ou a disparu, la mère et les enfants doivent d'une façon ou d'une autre trouver eux-mêmes suffisamment pour survivre. La famille étendue aide si elle peut. Souvent, les femmes doivent trouver de nouvelles méthodes pour gagner de l'argent et les enfants doivent abandonner leur scolarité afin d'apporter l'argent supplémentaire ou doivent garder leurs petits frères.

En septembre 1993, plus de 36 000 personnes à Batticaloa étaient officiellement enregistrées comme "personnes déplacées"—soit vivant dans ou à l'extérieur des camps de réfugiés. Ces "enregistrés" reçoivent des rations alimentaires du

gouvernement puisqu'elles ne peuvent vaquer à leurs occupations habituelles.

Plusieurs familles de pêcheurs sont ainsi "enregistrées". Celles qui vivent encore dans les camps sont parmi les plus pauvres. Un grand nombre de jeunes hommes et femmes de familles plus riches sont partis à l'étranger.

Dans un village, 5 bateaux et des filets restent inutilisés puisque tous ceux qui les utilisaient dans la famille ont émigré à l'ouest ; les familles gardent leur équipement jusqu'à ce que soit confirmé le statut résidentiel de leurs enfants à l'étranger.

Il en résulte des chances d'emploi réduites pour les travailleurs de la pêche à Batticaloa. Une des méthodes de pêche traditionnelle—la senne de plage ou Karrai valai—était pratiquée par les pêcheurs singhalais migrants qui venaient à la côte est avec un équipage réduit et embauchaient jusqu'à 60 pêcheurs tamils par Karai valai.

Depuis juin 1990, les pêcheurs singhalais migrants ne sont pas venus à la côte de Batticaloa. Le gouvernement n'a pas réalloué les Karai valai et les sites de pêche aux autres. Ce qui met au chômage environ 3 000 pêcheurs ou plus.

Le gouvernement sri lankais encourage les personnes déplacées à retourner chez eux, lorsque c'est dans les régions 'libres' - où l'appareil de sécurité de l'Etat sent qu'il a le contrôle et que la réhabilitation peut être mise en oeuvre.

Ceux qui se réinstallent, reçoivent plusieurs subventions, y compris 2000 Rs d'indemnité d'établissement, 4000 de subvention d'entreprise productive et 15 000 de subven-

tion de reconstruction. Toutes ces subventions ne sont pas disponibles tout de suite après l'installation, vu que les départements du gouvernement n'ont pas assez d'argent.

Pour des raisons de sécurité, l'armée n'a pas encore permis à certaines communautés de pêcheurs réhabilitées de recommencer à pêcher. Ils doivent trouver des moyens alternatifs de gagner leur vie, car les rations ne sont fournies que pour 3 à 6 mois après la réinstallation.

Dégats matériels

Plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales ont aidé à remplacer les bateaux et les engins de pêche par des subventions ou des prêts. Beaucoup de pêcheurs hésitent à remplacer leurs bateaux. Ils craignent que ceux-ci soient de nouveau détruits, les laissant avec un prêt et des arriérés qu'ils ne pourront pas rembourser.

La Force Indienne de Garde de Paix (IPKF) et la SLA ont imposé des zones de sécurité dans les régions littorales et les lagunes aux différentes périodes.

C'était parce que le LTTE s'en servait pour transporter des hommes et du matériel. Une interdiction presque totale de la pêche de nuit dans la lagune a été imposée. Dans certaines régions, à vue des campements militaires, un nombre limité de pêcheurs avaient reçu des permis de pêche et leurs déplacements étaient restreints. Ils devaient se conformer aux zones d'opération et respecter des temps limités pour la pêche tout en rangeant leurs bateaux près des camps militaires.

Il y a eu également une interdiction totale de l'utilisation de bateaux avec des moteurs

Tableau 1

EMBARCATIONS DANS LE DISTRICT DE BATTICALOA

Embarcations disponibles (Juillet 1993)	Nombre	Embarcations perdues (1978-1992)	Nombre
Navires mécanisés de 3,5 tonnes	133	Navires mécanisés de 3,5 tonnes	14
Navires de fibre de glace à 17-23 pied	122	Navires de fibre de glace à 17-21 ft	120
Thonies de lagune	1,413	Engins hors-bord	46
Thonies de mer	407	Pirogues de lagune	2,015
Madal vallam	253	Embarcations marines	410
Theppam	15	Senne de plage	75

Source: Batticaloa Kachcheri (District Administration Centre)

Tableau 2

PRODUCTION DE POISSONS DANS LE BATTICALOA
chiffres en mètres/tonne

Année	Marin	Lagune	Crabe	Crevette	Seiches	Total
1980	6,675	402	22	48	8	7,137
1981	8,837	375	18	94	11	9,335
1982	9,283	342	24	81	9	9,739
1983	4,098	271	9	22	5	4,603
1984	3,582	360	15	37	14	4,008
1985	3,256	375	16	69	11	3,727
1986	3,356	142	12	74	19	3,503
1987	3,382	141	9	29	15	3,576
1988	3,432	207	13	19	16	3,687
1989	3,218	223	17	23	19	3,500
1990	2,938	21	6	21	7	2,983
1991	1,472	310	48	30	36	1,896
1992	2,380	368	20	30	9	2,807

Source: Batticaloa District Fisheries Extension Office

hors-bord, sauf dans les ports de pêche de Valaichchenai et de Mahathivaram. Les pêcheurs en lagune et en mer partaient autrefois vers minuit et rentraient à l'aube. Les restrictions les obligeaient à se présenter au camp de sécurité avant 17h30 et retourner après le lever du soleil, même si le temps s'avérait peu favorable pendant le trajet.

Les pêcheurs avaient alors très peu de temps pour vendre leurs captures, réparer les filets et se reposer un peu avant de retourner pêcher à 17h30. Certaines de ces restrictions ont été relâchées cette année.

Ces dix dernières années, il y a eu une baisse dans la production de poissons (voir tableau 2). La production fut maximum en 1988 pour les espèces marines et en 1980 pour les espèces de lagune. Le déclin des captures depuis 1983 pourrait être attribué à la violence ethnique. Alors que 1991-1992 étaient de bonnes années pour la pêche en lagune, une réduction considérable dans le niveau de capture des crevettes a engendré une baisse dans les revenus pendant cette période. Les pêcheurs pensent que c'est dû

principalement à la dégradation et à la pollution des lagunes. Il peut aussi être dû aux restrictions sur la pêche marine.

Lorsque la pêche était interdite en mer mais autorisée dans les lagunes, plusieurs pêcheurs marins ont pêché dans les lagunes, utilisant des embarcations et de l'attirail peu apte à la pêche de lagune.

La demande en poissons à, et de, Batticaloa est importante. Les approvisionnements traditionnels de l'île : Mannar, Jaffna, Mulaitivu et Tricomalee ont été interrompus par le conflit. Depuis 1990, pour des raisons religieuses et politiques, le gouvernement n'a pas soutenu la pisciculture dans les réservoirs d'irrigation côtiers.

Les langoustes, les crevettes et les crabes de la lagune ont un marché à l'extérieur du district, mais seulement pendant une courte saison. Depuis la fin des années 1970, les grandes entreprises d'exportation ont avancé du crédit à la fois aux pêcheurs de lagune et aux marins et ont payé cher les fruits de mer.

Avec une situation de sécurité incertaine réduisant la possibilité d'exportation, les grandes entreprises n'avancent plus de crédit. Quelques entrepreneurs locaux ont commencé à exporter des crabes et des langoustes à Colombo et vers les marchés d'exportation de l'Asie de l'Est.

Traditionnellement, les maréyeurs viennent des communautés singhalaises et musulmanes. La guerre a interrompu cette tradition. Quelques commerçants dominent le marché de Batticaloa. Ils achètent le poisson aux enchères aux sites de débarquement où le manque d'achat compétitif a maintenu les prix très bas et à cause des problèmes de conservation et de transport, les poissons sont vendus presque exclusivement sur le marché local.

Plusieurs problèmes de conservation et de transport existent. L'un, c'est l'insuffisance de glace. Il y a seulement deux usines de glace. L'une était aux mains de singhalais qui ont dû fuir lors des violences de la fin des années 1980, et leur équipement est maintenant en mauvais état. L'autre usine a subi des dégâts.

Malgré l'existence d'un important marché pour le poisson séché à l'intérieur du Sri Lanka, on ne sèche le poisson que lorsqu'il y a un surplus. Le poisson séché venait autrefois de Mannar ; maintenant, il doit être importé du sud de l'Inde.

Les transports dans et autour de Batticaloa s'avèrent problématiques. Le déplacement de véhicules est contrôlé par les militaires. Ces contrôles retardent les expéditions. Même les lieux de débarquement situés à quelques kilomètres à l'extérieur de la ville de Batticaloa sont souvent dans l'impossibilité d'accéder à leurs marchés traditionnels.

Actuellement, les barrières de caste semblent se réduire. Beaucoup de pêcheurs saisonniers font de l'agriculture et des cultivateurs font de la pêche—la production agricole est en baisse et les agriculteurs ont besoin d'un revenu supplémentaire. Quelques pêcheurs de lagune pêchent en mer; quelques pêcheurs à mi-temps ont d'autres métiers, y compris des postes dans le gouvernement.

Beaucoup d'organisations communautaires et coopératives ne fonctionnent plus. Les rapports entre les différentes ethnies ont largement empiré à cause du conflit et beaucoup d'animateurs communautaires d'autrefois ont soit été tués soit ont quitté Batticaloa.

Il est clair que toutes les interventions à Batticaloa doivent prendre compte de la situation de sécurité actuelle et reconnaître l'improbabilité qu'elle change dans l'immédiat. De telles initiatives doivent essayer d'identifier les besoins des pêcheurs et des communautés de pêcheurs par le biais de discussions et essayer de reconstruire les rapports entre les différents groupes ethniques.

Développer la capacité locale

Plusieurs agences ont continué à fournir des bateaux et des filets pour travailler dans les lagunes malgré le fait qu'elles sont surpêchées. Il pourrait être plus important d'essayer de maintenir l'environnement de ces lagunes. Par ailleurs, plus d'attention devrait être portée pour développer la capacité locale pour la pêche marine et pour la protection et la vente de poisson. **§**

Cet article est basé sur une 'Evaluation des besoins' des communautés de pêche à Batticaloa par Mano Rajasingam.

La Nouvelle Zélande

Les Quotas Individuels Transférables

A la chasse aux profits, on démolit l'environnement

Le système des QUOTAS INDIVIDUELS alimente la chasse aux profits, et n'encourage pas le désir de protéger la ressource.

La Nouvelle Zélande n'est pas le seul pays à utiliser le système de Quotas Individuels Transférables (QIT) pour la gestion de ses pêches. Mais elle a un programme plus large que les autres nations et est donc considérée par les critiques comme le principal représentant de ce système.

Alors que les autres pays pensent à la privatisation de leur industrie de pêche, l'expérience de la Nouvelle Zélande donne un exemple salutaire pour évaluer l'efficacité des QIT dans la gestion des pêcheries.

Pendant les années 1960 et 1970, la pêche commerciale en Nouvelle Zélande s'est considérablement développée avec la croissance des marchés d'exportation, surtout en Australie, au Japon et aux Etats-Unis.

Cette période était marquée par la déclaration de la Zone Economique Exclusive (ZEE) de 200-miles, par l'introduction de navires sophistiqués et de nouvelles technologies, et l'exploitation systématique des pêches hautières.

Avant, l'industrie de la pêche était principalement soutenue par le marché domestique avec les premières espèces côtières telles que le snapper, le grouper, le tarakihi, le trevalli, le grondin et le homard de rocher.

Avant l'accueil favorable international de la ZEE en 1983, les espèces hauturières étaient pêchées principalement par les pays étrangers, surtout l'URSS, le Japon, la Corée et Taiwan. Ces flottes utilisaient principalement des chalutiers mais aussi des palangriers et des ligneurs et capturaient surtout les espèces locales (orange roughy ; hoki ; oreo dorées), le thon et le calamar et aussi les poissons bleus du sud.

Avec la déclaration de la ZEE, le gouvernement passa des accords bilatéraux avec ces nations. Les entreprises mixtes étaient nées. Les grandes compagnies neo-zélandaises furent séduites par l'image d'une ressource

vierge lucrative et elles s'intéressèrent également à la pêche de ces espèces.

Le gouvernement encouragea la création d'entreprises mixtes qui sonnèrent le glas des entreprises étrangères. L'industrie de pêche était devenue 'Neo Zélandisée'. Les grandes compagnies achetèrent des navires de pêche hautière en excédent suite à l'effondrement des stocks atlantiques surpêchés.

Le Système de la Gestion des Quotas (SGQ) a été introduit pour les espèces hautières dès 1986. Avant, les pêches côtières domestiques étaient pratiquées dans tous les ports autour de la côte, Auckland étant le plus grand.

Sous le système des QIT, les quotas furent accaparés par les plus grandes compagnies. Les opérations se sont concentrées dans les plus grands ports, réduisant les flottes des ports plus petits. Avec la croissance de la pêche hautière, Nelson est devenu le megaport de pêche du pays.

Les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture et des Pêches (MAF) justifiait l'introduction des QIT dans la pêche côtière. Parmi les raisons avancées : la déclaration de la ZEE, une inflation forte, une baisse des marchés internationaux, les barrières commerciales et les politiques protectionnistes.

Une réelle impulsion

Or, la réelle impulsion vint d'une organisation, La Fédération des Pêcheurs Commerciaux, qui comprenaient principalement les propriétaires-opérateurs. Ils furent intransigeants, affirmant le besoin de réduire de 40% l'effort de pêche afin de sauver la ressource.

Ces pêcheurs avaient déjà vécu l'échec de différents régimes de gestion: l'entrée limitée, les pêcheries contrôlées, les régions et les saisons fermées et une pléthore des contrôles dans la puissance à l'entrée incluait les réductions de puissance des moteurs. Ils étaient donc prêts à soutenir des approches novatrices.

On définit les QIT comme le droit à récolter un tonnage spécifique de TAC (Total Allowable Catch) d'un stock dans une Région

gérée par des Quotas (Quota Management Area). En fait, ils sont largement vus comme un droit de propriété sur le poisson.

Délivrés en perpétuité, les QIT sont librement transférables entre les habitants de la Nouvelle Zélande ou les compagnies ayant moins de 20 % de fonds étrangers.

Le propriétaire d'un quota ne peut avoir plus de 20% des TAC pour n'importe quelle espèce hauturière d'une zone donnée. Ces possesseurs de quotas doivent payer le loyer des ressources au gouvernement. Ils payent le quota accordé et non pas les captures.

La restructuration pour l'introduction du nouveau système a commencé avec les évaluations des principaux stocks commerciaux. Les TACs étaient basés sur les prévisions de Maximum Sustainable Yield (MSY = production maximum que peut soutenir un stock) calculés soit sur les prises déclarées ou les résultats des chalutiers du ministère (MAF). Les premières étaient probablement beaucoup trop importantes à cause de l'intensité des efforts de pêche ; les seconds eux étaient probablement trop restreints vu que les chercheurs étaient soucieux de tenir compte du caractère agressif des chaluts de fond.

Aujourd'hui, 32 espèces sont ainsi régulées dans 169 zones de gestion par quotas. 117 autres espèces font simplement l'objet de "permis".

Des investigations préliminaires ont montré que dans une flotte d'environ 4.000 navires, les 50 premiers s'attribuaient 45,2% des captures alors que les 2500 derniers en attrapaient seulement 4,6%. Clairement donc, ces 50 navires étaient les plus grands chalutiers des grandes compagnies qui travaillent déjà dans les eaux profondes.

Si la véritable intention avait été de réduire l'effort de la pêche dans la pêcherie côtière de 40%, sûrement la restructuration aurait dû commencer là. En fait, au nom de la 'professionalisation' de l'industrie, le premier résultat fut l'élimination pure et simple de 'ceux qui travaillaient à temps partiel'.

Les pêcheurs maoris

Cette professionalisation a eu un impact désastreux sur plusieurs secteurs: les pêcheurs maoris travaillant dans les petits ports et les communautés, les travailleurs saisonniers—tant Maoris que Pakehas (c.à.d. néo-zélandais non-maori)—mais aussi sur tous ceux qui pêchent parce que c'est leur 'mode de vie' ou de subsistance.

Les taux de chômage urbains déjà élevés ont monté en flèche et les moyens d'existence de beaucoup de communautés littorales disloquées créant des perturbations sociales et économiques.

Pendant ce temps-là, ceux qui travaillaient réellement à temps partiel—des entreprises comme Fletcher & Carter HoltHarvey (CHH),

dont les activités s'étendaient à d'autres domaines tels que la construction, la sylviculture, la pulpe et le papier—ces entreprises—là ont dû abandonner quand on a introduit les quotas. Clairement, la justice sociale n'était pas l'objectif principal.

Après avoir éliminé les travailleurs à temps partiel, on a distribué aux pêcheurs laissés pour compte des allocations temporaires, basées sur la capture moyenne pendant les deux meilleures années des trois dernières années de pêche. Pour certaines espèces, certaines de ces allocations étaient plus importantes que les TAC. Il y eut donc deux offres aux enchères pour racheter les quotas en excédent pour une somme de 42,4 millions \$NZ.

Pour les espèces où un quota insuffisant avait été soumissionné, des réductions au pro rata ont été faites. Ensuite, il s'est avéré que 1.400 des 1.800 pêcheurs impliqués avaient fait appel contre

leur allocation. Le processus d'appel, achevé tout récemment, a permis à beaucoup de pêcheurs d'obtenir des quotas plus importants.

Dans le cas de certaines espèces, en particulier les snappers, le processus a gonflé les TACS à des niveaux plus élevés qu'avant l'introduction du système de QIT. Cela a donc tué le processus. De plus, les équipages ont été complètement oubliés dans l'opération de rachat. De plus, les gens qui avaient stoppé leurs opérations obtenaient plus tard des permis pour pêcher les espèces sansquota. Donc, ils rentraient de nouveau dans l'industrie de pêche et pouvaient ensuite prendre en bail le quota d'autres propriétaires.

Le système de QIT a tout particulièrement touché les Maoris, les populations autochtones de la Nouvelle Zélande, qui ont joué un rôle important dans la pêche. Ils ont été gravement touchés par l'exclusion des travailleurs à temps-partiel.

Les Maoris pensent que les droits de propriété exclusifs du système de QIT est contraire à leurs droits de pêche définis sous l'Article 2 du Traité de Waitangi.

Par conséquent, ils en appelèrent au Tribunal de Waitangi au sujet des titres de Muriwhenna, de Ngai Tahai et autres. Ils ont également recouru à d'autres actions en justice pendant la fin des années 1980. Et ces recours ont amené la Haute Cour à stopper l'extension progressive du système de Gestion par Quotas (SGQ) à de nouvelles espèces. Bien que les accords ultérieurs aient permis l'inclusion de 4 espèces de plus (calamar, maquereau, homards et praires), ils ont globalement empêché que d'autres ne soient incluses.

D'après le Traité de Waitangi de 1840, les Maoris ont, pensent-ils, le 'droit plein et exclusif à leurs pêcheries', c.à.d. à 100 pour cent! Mais 'dans un esprit de partenariat', ils ne reclamaient que 50%. La loi de la Pêche Maori de 1989 a prévu le transfert de seulement 10% du quota total de pêche à la Commission des Pêcheries des Maoris.

Or, ce conflit a été apparemment résolu en

fin 1992 de deux manières : par un Règlement du Traité de Waitangi (sur les revendication des droits de Pêche) et par la décision du gouvernement de financer une prise de participation de 50% de la Sealord Products Ltd, la plus grande compagnie de pêche nouvelle zélandaise, par le biais d'un partenariat entre les Maoris et Brierly Investments Ltd.

Cet achat joint aux autres quotas appartenat déjà à la Commission des Pêches Maoris, donna aux Maoris la contrôle d'une importante partie de la pêche neo zélandaise.

Pourtant, 13 Iwi (tribus) se sont opposé au règlement en disant que 'leurs droits de traité' n'étaient pas à vendre. Ils souhaitaient des quotas pour leur peuple et non pas des actions de la Sealord. Les enjeux sont importants : la souveraineté et les droits traditionnels en opposition aux valeurs monétaires à l'entreprise capitaliste.

Or, cette 'affaire' dégage la voie pour que le MAF introduise 117 espèces actuellement incontrôlées sous un système de permis. Les industriels, eux, voudraient que 30 de ces espèces figurent au système de QIT.

Les QIT ont été introduits soi-disant pour préserver les stocks, améliorer l'efficacité économique et réduire l'implication du gouvernement. Le système n'a pourtant pas réussi à atteindre ces objectifs.

L'opposition exploitation et conservation des ressources est très forte. Après 7 ans de la gestion des QIT dans la pêche côtière et 3 ans de plus dans la pêche hautière, 6 des 7 principales espèces d'exportation de la Nouvelle Zélande sont en danger.

La "propriété" n'a guère favorisé une attitude de récolte d'une ressource renouvelable mais limitée. Elle semble au contraire, encourager un vue de l'éco- système marin où tout semble disponible pour l'exploitation et pour maximaliser les profits.

Le point fondamental est que, grands ou petits, les opérateurs sont 'poussés' par un but de profit ; ils ne s'identifient pas avec un souci de protection de la ressource qui est vue comme une contrainte contre laquelle ils luttent aussi fortement qu'il leur est possible.

De fait, l'industrie semble être prise de boulimie, s'intéressant seulement à maximiser ses profits. Pour l'an 2000, elle vise à doubler son chiffre d'affaires de 1 milliard de \$. Les négociants en quotas ajoutent d'autres profits et les propriétaires qui ne pêchent pas eux-mêmes louent leurs quotas à prix exorbitants : il ne reste donc rien pour

stimuler le souci de conservation de la ressource.

En fait, donc, la propriété de quotas n'a pas été la stimulation attendue et la majorité des quotas a été agrégée par les plus grandes compagnies.

Trois compagnies parmi les plus grandes contrôlent 50% des quotas. De telles entreprises sont plus poussées par les bilans, les bénéfices de l'investissement et par la pression des actionnaires que par un quelconque souci pour la condition à long terme de l'éco-système marin.

Malgré les limitations légales sur la propriété étrangère, il y a une vraie crainte d'un contrôle étranger croissant. Les QIT sont un droit de propriété transférable lié de plusieurs manières au marché global. Les espèces 'sous pression' sont tous pêchées pour les lucratifs marchés d'outre-mer.

La peur du contrôle étranger

Dans ce contexte, des mécanismes tels que les entreprises mixtes et les dispositions financières pour les nouveaux bateaux augmentent la possibilité de voir les intérêts d'outre-mer, surtout des corporations transnationales, gagner un contrôle accru des pêcheries neo-zélandaises.



Cet article est écrit par Leith Duncan, un consultant en environnement et pêche basé en Nouvelle Zélande.

La pêche artisanale

Un développement particulier

Les résultats des politiques de développement du haut-en bas pour la pêche ne sont pas toujours satisfaisants, comme le démontre le cas de la Tanzanie

Sur la côte de la Tanzanie, la pêche se fait principalement par les pêcheurs artisans villageois qui se servent d'une technologie traditionnelle et de bateaux à petite taille. Leur connaissance de l'écologie marine et des techniques de pêche est basée sur des générations d'expérience. Leurs méthodes sont essentiellement durables et non-destructives et leurs pratiques de gestion sont bien développées pour maintenir une base de ressources solide.

Pourtant, pendant le siècle passé, la colonisation et les interventions après l'indépendance ont introduit de nouveaux facteurs dans la pêche Tanzanienne. Ceux-ci ont touché non seulement les pêcheurs traditionnels mais également l'écologie des eaux littorales.

Alors que certaines technologies ont augmenté l'efficacité dans certains cas, d'autres ont eut des effets néfastes et destructeurs. Elles menacent les moyens d'existence des pêcheurs traditionnels, l'équilibre écologique et l'utilisation judicieuse des ressources.

Les populations de poissons littoraux et les prises de la Tanzanie affichent une grande diversité. Pourtant, il n'existe aucune statistique fiable sur les prises de poissons marins du pays.

Basés sur des évaluations acoustiques et de chalutage par les grands navires de recherche sophistiqués, les 'experts' étrangers ont calculé la biomasse et le rapport potentiel des ressources des pêcheries marines tanzaniennes. Mais leurs évaluations, qui sont basées sur des données très sélectives et insuffisantes, varient largement. Elle ne sont pas valables pour évaluer les populations des multi-espèces tropicales côtières.

Un résultat plus utile et plus réaliste peut être réalisé en collaboration avec les pêcheurs eux-mêmes.

Ces pêcheurs ont au fil des siècles échangé des idées et des plans avec leurs homologues de l'Arabie, de la Perse, de l'Asie du Sud et de la Polynésie. Cela se voit dans les res-

semblances des bateaux et de l'attirail en océan indien et pacifique de l'ouest.

En Tanzanie, les ressources littorales peuvent être entrevues en marchant sur la plage à marée basse. On ramasse une grande variété de poissons, de crabes, de bivalves, de gastéropodes et de différents organismes qui peuvent servir d'appât. On les prend à la main, avec des bâtons pointus ou avec des filets manuels nyavu. Cela exige une bonne connaissance des cycles de marée, de la distribution et des comportements de ces organismes.

Les UZIO (de longues rangées de pieux) s'étendent au travers des bas fonds sablonneux ou boueux et les poissons sont ramassés dans un enclos à marée basse. Les rangs de pieux WANDO fonctionnent de la même façon suivant un plan à zigzags au large des estuaires de mangliers pour capturer les poissons et les crevettes roses.

Dans les eaux peu profondes, le KANIKI (un tissu) est utilisé pour attraper les petites crevettes (UDUVI) qui peuvent être séchées, alors que le KIMIA (l'épervier) est utilisé pour capturer les petits poissons.

Pour capturer poisson et crevette rose, les pêcheurs nagent et plongent dans les récifs coralliens. MADEMA et TOWE (nasses à poissons hexagonales) utilisent une variété d'amorces pour des buts et des conditions différents. Les poissons (et rarement, les langoustes) nagent dans les pièges et ne peuvent échapper.

Les techniques locales

Les JUYA (sennes de plage) sont halés par des équipes de pêcheurs opérant en eaux peu profondes sur les fonds herbeux pendant que les nageurs battent l'eau et imitent les cris de mouette en essayant d'empêcher les poissons d'échapper.

Dans une autre technique, les JARIFE (ou filets traînants) sont utilisés de la même façon sur la plage et dans les flux de marée.

Pour la pêche en mer les bateaux utilisent des MISHIPI (lignes manuelles) avec

hameçons et appâts qui sont virés aux endroits appropriés ou traînés derrière un bateau en marche.

Les WAVU (filets maillants) sont placés au fond ou en surface. Des filets plus grands sont utilisés plus loin au large durant les nuits sans lune.

Beaucoup de formes différentes de bateaux traditionnels sont employés en Tanzanie. Le plus commun est le ngalawa, une étroite pirogue monoxyle de 3 à 9 mètres de long équipée de deux balanciers, un mat et une voile. Le Mtumbwi est un pirogue plus simple utilisée principalement dans les eaux abritées.

Le Hori est une grande pirogue, plus allongée, et qui peut travailler plus au large.

Le Dan est un bateau construit en planches avec une forme pointue aux deux extrémités, normalement de 5 à 7 m de long. Le Mashua est un grand bateau de bois de 6 à 12 m de long avec arrière droit.

Les communautés traditionnelles de pêcheurs de la Tanzanie sont semblables aux communautés agricoles. Elles en partagent les caractéristiques économiques, sociales, politiques et culturelles.

Des méthodes de production communautaires persistent et les rapports de famille étendue sont forts. L'hospitalité et l'accueil amical des étrangers sont habituels. L'influence des contacts avec les voyageurs de l'Océan Indien et les commerçants est

généralement plus forte dans les communautés de pêche que dans les communautés agricoles. L'Islam est bien implanté.

Les rapports sociaux sont souvent bien hiérarchiques avec des différences marquées entre le Tajiri (propriétaire riche) et le mvuvi (pêcheur), entre le nahodha (capitaine) et le baharia (marin) et entre les hommes et les femmes.

Ces communautés traditionnelles de pêcheurs gèrent soigneusement leurs ressources. Leurs villages se situent généralement autour de récifs coraliens, de criques de mangroves et d'estuaires de rivières etc.

La communauté villageoise exerce une juridiction habituelle sur les ressources. Elle se sert de la connaissance de l'écologie et de la durabilité (sustainability !) des ressources pour gérer les accès, les pratiques et l'intensité.

Un code de conduite

Des codes de conduite sévères sont mis en pratique, et les violations sont punies. Les étrangers et les pêcheurs migrants doivent demander la permission pour pêcher dans les zones contrôlées par les communautés spécifiques.

Par exemple, les pêcheurs de Zanzibar reçoivent la permission de pêcher au large de Kunduchi et Msasani pendant la période de pointe de nguru chaque année pour avoir accès aux grands marchés de Dar es Salaam.

Ils peuvent aussi pêcher le poisson coralien autour des îles limitrophes telles que Mbudya. Quelques pêcheurs de Junduchi et Msasani pêchent au large de l'île de Pungu, au sud de Zanzibar.

Les conflits surviennent si les lois coutumières ne sont pas respectées. En 1993, les pêcheurs du village de Pongune, de la côte-est de Zanzibar avaient surexploité le pweza (les poulpes) sur la bande de récifs qu'ils utilisaient habituellement.

Ils ont dû demander la permission du village voisin d'Uroa pour partager les ressources de poulpes. Les pêcheurs de Pongwe ont été l'objet de quolibets incessants de la part des pêcheurs d'Uroa parce qu'ils n'avaient pas géré leurs ressources sagement.

La vie dans les communautés de pêche sur la côte de la Tanzanie fut gravement perturbée lorsque les impérialistes allemands imposèrent leur règne à partir de 1885. L'opposition à la colonisation fut considérable et des violentes batailles eurent lieu sur la côte. Celles-ci furent brutalement réprimées en 1905.

Le colonialisme britannique prit le contrôle du Tanganyika en 1919. La domination générale et l'assujettissement de la population touchèrent les communautés de pêcheurs, mais les britanniques ne s'intéressèrent pas spécialement à l'exploitation des pêcheurs ou des ressources halieutiques parce qu'ils n'avaient pas la technologie pour exporter de tels produits en Europe. Un petit département de la pêche fut établi à Zanzibar, mais les britanniques furent principalement concernés par la pêche sportive.

La lutte pour l'indépendance de la Tanzanie fut soutenue par la majorité des pêcheurs. Seulement un petit nombre de mwiny et de sheiks éprouvèrent un manque d'assurance à l'égard de leur position privilégiée face à la

lutte nationaliste en tant que large mouvement démocratique.

La réalisation de l'indépendance pour le Tanganyika en 1961 et la révolution au Zanzibar en 1964 furent suivies par la création de la République Unie de la Tanzanie.

D'importants changements progressifs ont été faits, mais la structure de l'administration suivait celle du gouvernement colonial. Le Service de la Pêche reflétait cette tendance. Le nombre de postes fut rapidement étendu et des tentatives faites pour améliorer les services de base et les données statistiques.

Très peu de fonctionnaires venaient des communautés de pêche littorales ou avaient l'expérience de telles pêcheries ; c'est toujours le cas aujourd'hui. Les fonctionnaires de la pêche reçoivent une formation technologique "moderne" et "industrielle" en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Ils partagent donc la "pensée internationale" des agences multilatérales et tendent à assimiler 'la modernisation' au 'développement'.

Les programmes de développement post-indépendance mirent l'accent sur le secteur d'exportation de pêche moderne et industrialisé. Une entreprise mixte pour la pêche de crevettes

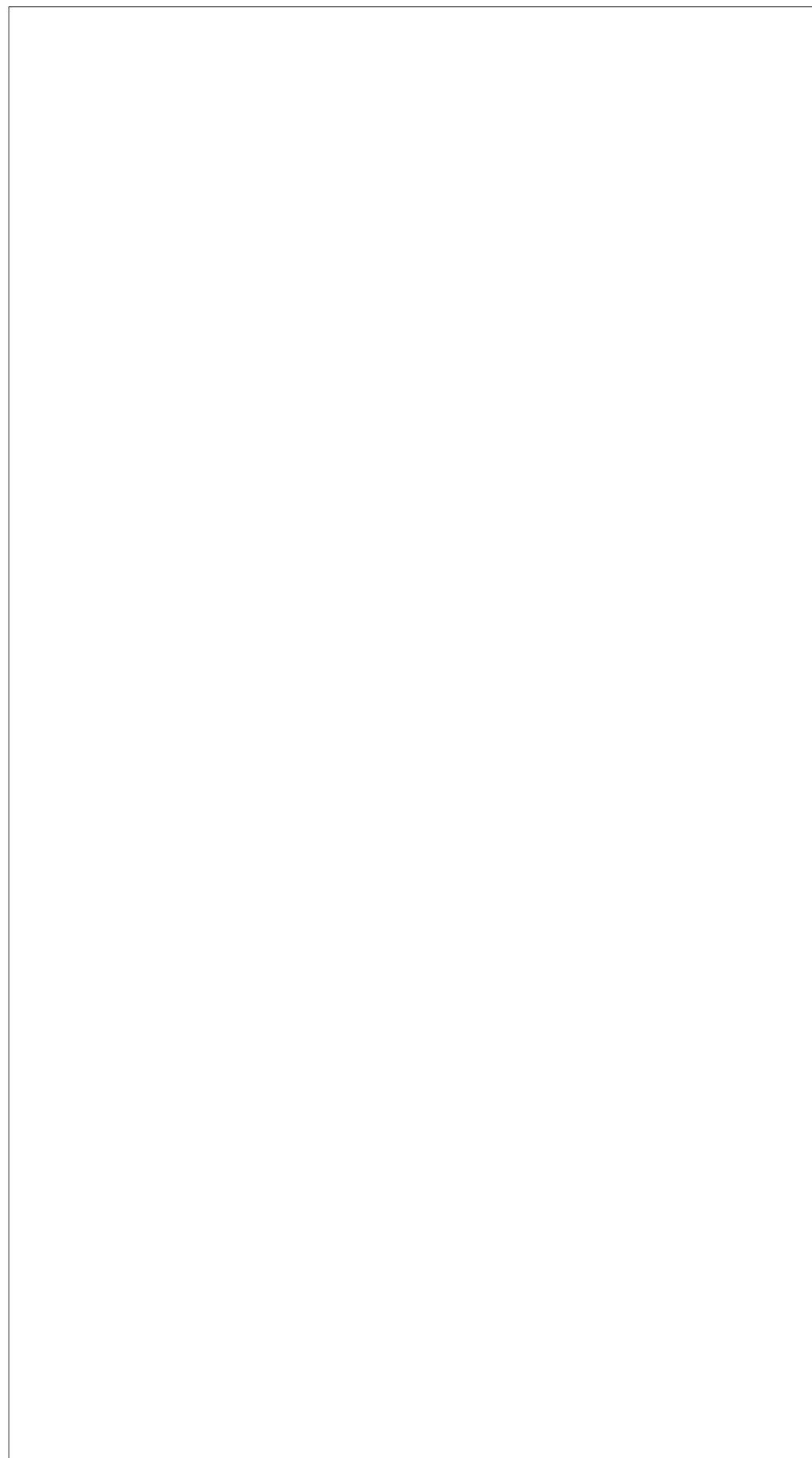
roses avec les chaluts modernes a été mise en route avec la compagnie de Taiyo du Japon en 1969. Mais les conditions étaient injustes pour la Tanzanie et le permis a été annulé en 1971.

La compagnie d'état

En 1974, la Corporation de la Pêche Tanzanienne (TAFICO) a été créée comme société de droit public. Elle s'adonne au chalutage de crevettes pour l'exportation. En termes de captures de poissons et de crevettes roses, les importants investissements de TAFICO n'ont pas été justifiés pour la Tanzanie.

La plupart des bateaux et l'équipement sont des dons en tant qu'"aide" et les opérations

En 1993, les pêcheurs du village de Pongune, de la côte-est de Zanzibar avaient surexploité le pweza (les poulpes) sur la bande de récifs qu'ils utilisaient habituellement. Ils ont dû demander la permission du village voisin d'Uroa pour partager les ressources de poulpes. Les pêcheurs de Pongwe ont été l'objet de quolibets incessants de la part des pêcheurs d'Uroa parce qu'ils n'avaient pas géré leurs ressources sagement.



actuelles sont contrôlées par les Japonais qui exportent les crevettes roses au Japon. Des programmes sont en cours pour 'privatiser' TAFICO en la vendant au capital étranger, en conformité avec les directives d'ajustement structurel de la Banque Mondiale.

Le Département de la Pêche a également tenté de promouvoir le développement au niveau villageois par le biais de ses services de base (extension services) et l'approvisionnement en équipement et en infrastructure, surtout suite aux politiques du village d'Ujamaa depuis 1967. Celles-ci n'ont pas eu tout le succès attendu.

Une approche du haut-en bas a souvent été adoptée. Les fonctionnaires sont souvent sceptiques à l'égard des communautés littorales qui, à leur tour, accueillent avec peu d'enthousiasme les impositions et les interventions des fonctionnaires.

Bien que les taxes et l'enregistrement des bateaux n'aient commencé qu'en 1975, les rapports entre fonctionnaires et pêcheurs ne se sont pas améliorés.

Des centres de formation à la pêche ont été établis à Kunduchi et Mbegani. Mais les formateurs étaient des 'experts' européens et des tanzaniens formés en Europe.

Le programme mettait l'accent sur la formation théorique et la technologie 'avancée' étrangère. Les facilités offertes ne furent pas suffisamment utilisées et étaient généralement inadéquates.

Les diplômés sont devenus fonctionnaires de la pêche, mais ils découvrirent très vite que les théories et les technologies qu'ils avaient apprises avaient bien peu à voir avec la pêche quotidienne dans les villages littoraux.

Pour répondre aux critiques sur le manque de pertinence, des pêcheurs furent identifiés comme un 'groupe cible' et des programmes de formation mis en place pour apprendre aux pêcheurs sélectionnés à réparer les filets et entretenir les moteurs hors-bords. Très peu de gens ont reconnu les pêcheurs comme de véritables 'experts' et ils n'étaient pas impliqués dans le planning et les prises de décision.

La recherche dans la pêche et l'écologie marine se poursuit à l'université de Dar es Salaam, qui comprend une station de recherche à Kunduchi (inactive à l'heure actuelle), et l'Institut des Sciences Marines à Zanzibar. Il y a également l'Institut de recherche de la Pêche Tanzanienne à Kunduchi.

Une partie de la recherche de base et appliquée peut être considérée comme valable mais en gros, elle est sans intérêt pour la majorité des pêcheurs de Tanzanie. L'achat le plus inapproprié fut celui du grand navire de recherche 'Kaskazi' qui est toujours ancré et qui se rouille au large de Zanzibar.

Par contraste, le Département de la Botanique a coordonné une recherche importante sur la cartographie des mangroves tout au long de la côte tanzanienne et a étudié les questions socio-économiques du point de vue des pêcheurs.

L'Institut des Sciences Marines s'est intéressé tout récemment aux problèmes qui sont importants pour les pêcheurs traditionnels, en organisant des ateliers avec eux, et en influençant la politique du gouvernement sur la gestion de la zone littorale.

Un exemple intéressant de l'introduction de nouvelles technologies est donné par un pêcheur grec qui est venu en Tanzanie en 1961. Les nuits sans lune, il se servait de lampes pour attirer le zooplancton et ensuite les poissons (principalement dagaa) et il les prenait d'un coup d'épuisette.

Les pêcheurs locaux furent impressionnés des résultats et bientôt ils imitaient les techniques en incorporant leurs adaptations, utilisant les senga (dragues). Utilisée de cette manière, la pêche de dagaa ne détruit pas les autres habitats ou ressources.

Cet exemple confirme que les pêcheurs locaux ne sont pas opposés aux nouvelles idées et technologies per se, même s'ils sont réticents à accepter certains changements imposés dont ils doutent fortement.

Certaines technologies sont très destructives. Les explosifs et la dynamite sont utilisés principalement par les unités de pêche urbaines pour faire sauter les récifs coralliens. Ceci tue et étourdit les poissons dans les environs. Ils sont pris facilement dans les filets manuels. Un pêcheur-à-la-dynamite 'devient riche vite' mais les explosions désagrègent les récifs coralliens et détruisent l'habitat des poissons et d'autres organismes du récif.

Une destruction extensive

Après des dynamitages répétés, de larges zones de récifs sont détruites et la productivité est gravement en baisse. La productivité des récifs près des villes étant en déclin, les dynamiteurs s'éloignent de plus en plus des centres urbains pour faire sauter des récifs productifs tout au long de la côte.

Les chalutiers eux, perturbent les fonds de l'océan, surtout les champs herbeux. De grandes quantités de poissons sont refusées comme des 'prises secondaires' ou 'rejets' pour faire de la place dans les congélateurs pour les crevettes à exporter. Les chalutiers peuvent également détruire les filets et les casiers sans même penser qu'ils devraient payer des compensations pour les dégâts causés.

De sérieux conflits se sont déclenchés entre les pêcheurs à la dynamite et les pêcheurs traditionnels locaux. Ceux des villages littoraux se sont organisés pour protéger leurs récifs coralliens des dynamiteurs.

Ceci a été très efficace dans plusieurs régions, mais à plusieurs endroits, des gens ont été tués dans les affrontements féroces, au cours des dix dernières années.

Dans certains cas, l'octroi des terrains pour la construction d'hôtels touristiques luxueux a transgressé les droits de passage et d'accès aux ressources des pêcheurs.

Les touristes étrangers sont implantés sur des îles coralliennes et les pêcheurs ont même l'interdiction de s'y réfugier pendant les orages.

Il existe des propositions pour déclarer protégées des zones de récifs coralliens et créer des parcs marins. Certains environnementalistes souhaitent interdire toute pratique de pêche même non-destructives dans ces parcs.

Il serait sage de coopérer avec les pêcheurs locaux pour imaginer et mettre en oeuvre la protection des récifs.

De telles démarches se discutent sur l'île de Mafia entre les pêcheurs, les fonctionnaires du Département de la Pêche et des chercheurs de l'Institut des Sciences Marines.

L'expérience des pêcheurs tanzaniens a montré que certaines formes de 'développement' sont réellement positives.

Pourtant, beaucoup d'interventions créent des relations néo-coloniales d'inégalité qui agissent finalement contre les intérêts des pêcheurs traditionnels.



Cet article est écrit et illustré par Ian Bryceson, un biologiste marin de Tanzanie vivant maintenant en Norvège.

Quoi, encore une conférence ?

La prochaine Conférence d'ICSF à CEBU devrait imaginer de nouvelles campagnes soutenues par les consommateurs pour assurer une culture de crevette respectueuse de l'écologie.

Je pense que la majorité d'entre nous à l'ICSF se méfient des grandes conférences puisqu'elles entraînent des dépenses importantes sans que grand chose en sorte. Mais pourtant, on a réagi positivement à l'égard des deux dernières conférences, à Rome et à Bangkok.

La première a donné une impulsion pour la mobilisation des travailleurs de la pêche à travers le monde, alors que la deuxième rassemblait les animateurs de nouveaux mouvements qui se sont engagés à rester les 'phares de la mer'.

Nous sommes maintenant à la veille d'une troisième conférence et il me semble que, à moins de discuter nos attentes, une nouvelle conférence ne nous amènera peut-être pas à quelque chose de dynamique et de significatif. Alors que nous devons tous répondre séparément au document de base de la Conférence, il existe d'autres questions qui doivent être abordées.

Un des problèmes majeurs liés à l'épuisement des ressources partout dans le monde, est l'usage d'une technologie trop efficace et écologiquement destructive. Dans la majorité des pays asiatiques, les travailleurs de la pêche luttent contre la pêche au chalut de fond qui se concentre sur la monocapture de crevettes roses dans les eaux côtières.

Plus récemment, ils se sont opposés également à la destruction des mangroves dans la ruée folle vers une aquaculture intensive en eaux saumâtres. L'impact de ces deux activités est de grande envergure.

L'impetus pour ce type de surpêche et d'aquaculture intensive c'est le marché d'exportation pour les crevettes roses qui sont des rentrées de devises fortes pour les pays d'exportation. De fait, aucun gouvernement asiatique n'est disposé à prendre des mesures sérieuses pour tenir compte des demandes et de la lutte des travailleurs de pêche côtiers pour contrôler le chalutage ou même de l'interdire dans les eaux côtières. Il y a beaucoup moins d'attention portée aux

problèmes qui résultent de la destruction des mangroves par l'aquaculture intensive.

Je crains que la Conférence de Cebu souligne encore une fois résolument les dangers et trouve quelques jolies phrases sur la gestion des ressources littorales.

Tout en croyant au besoin d'une telle gestion, je pense qu'elle met toute la pression sur les communautés littorales. Ce sont elles qui doivent porter la lourde charge de surveiller leurs ressources, alors que il n'y a aucune participation des communauté qui savourent les soi-disants 'délicieux fruits de mer' produits au prix de la vie des populations littorales.

Je préconise par conséquent que ICSF, en tant que groupe d'appui international, lie cette question à une campagne plus large de consommateurs et trouve les moyens d'intervenir dans les pays d'importation avec des actions de soutien sélectif à l'importation de crevettes roses qui ne détruisent pas l'écologie.

Les crevettes écologiques

Bien sûr, il s'agit de clarifier ce qu'on entend par 'amis de l'écologie'. De telles crevettes roses répondent aux critères suivants :

- elles sont capturées avec des engins passifs
- élevées semi-intensivement sans détruire les mangliers ou les plans d'eau.
- traitées par des exportateurs qui respectent les droits du travail, surtout ceux des femmes qui forment la majorité des travailleurs des usines de traitement.

Je suis sûre que de telles stratégies peuvent être élaborées, surtout quand je vois le succès que les autres campagnes ont eu - la campagne du thon- ami- des dauphins par exemple ou l'embargo sur l'importation des tapis indiens produits en exploitant le travail des enfants. Je pense qu'une campagne de

La Conférence de Cebu

Près de dix ans se sont écoulés depuis que fut convoquée à Rome en 1984 une "Conférence des travailleurs de la pêche et de leurs supporters". La majorité des questions soulevées à cette réunion sur les droits des travailleurs de la pêche dans la participation à la gestion de l'industrie de la pêche qui les soutient ont depuis obtenu la reconnaissance internationale.

Or, la dernière décennie a vu des conflits aggravés aussi bien en mer que sur terre entre les différents groupes d'intérêt, tandis que la flotte de pêche internationale continuait à grandir au delà de la capacité régénératrice des mers.

Les droits des travailleurs de la pêche aux ressources et à leurs moyens d'existence traditionnels ne sont toujours pas reconnus. Ce sont des tendances inquiétantes qui requièrent une attention immédiate.

Le Collectif International d'Appui aux Travailleurs et Travailleuses de la Pêche (ICSF) croit qu'il est maintenant temps de convoquer une deuxième conférence suivant celle de 1984.

Celle-ci est prévue du 2 au 7 juin 1994 et se tiendra à Cebu aux Philippines. Des participants sélectionnés de plus de 40 pays sont attendus. Cette Conférence marquera une décennie de luttes des travailleurs de la pêche depuis 'Rome 84'.

Les objectifs spécifiques de la conférence sont:

- de permettre aux travailleurs de la pêche et à ceux qui les appuient de faire un diagnostic de la situation actuelle des pêches mondiales et de l'environnement côtier;

- de mieux sentir les liens transnationaux que sont les accords de pêche multi et bilatéraux et les régimes de commerce Nord-Sud;
- de comprendre l'émergence et la complexité de la gestion participative des ressources halieutiques et de la zone côtière, et de discuter du rôle des organisations des travailleurs de la pêche dans le développement des programmes et des stratégies pour une véritable gestion équitable des ressources côtières.
- de renforcer les initiatives des travailleurs de la pêche dans l'organisation de leurs luttes, devant les pressions croissantes sur l'environnement et sur la ressource, et d'aider les travailleurs de la pêche à établir un minimum de stratégies pour riposter aux forces qui se coalisent contre eux;
- et - d'établir un programme de travail de trois ans pour ICSF en appui aux décisions de la Conférence.

"CEBU 94" devrait aider à renforcer les mouvements des travailleurs de la pêche ; non seulement donner une perspective sur les questions d'équité et de durabilité (sustainability) dans l'industrie de pêche, mais aussi aider les organisations de pêcheurs à établir leurs stratégies pour s'opposer aux méthodes de pêche inacceptables ainsi qu'aux accords de pêche internationaux inéquitables.

Pour ICSF, la conférence de Cebu est importante. Elle aidera à formuler le programme de trois ans d'ICSF, en tenant compte des besoins et des priorités des organisations des travailleurs de la pêche.

cette nature pourrait initier d'autres campagnes dans les domaines où l'économie du marché croissant pénètre et détruit les moyens d'existence des populations marginalisées dans le monde entier.

Je pense aussi que c'est un moyen par lequel nous pouvons exprimer concrètement notre soutien aux travailleurs de la pêche "à petite échelle".



Ce texte est écrit par Nalini Nayak,
Responsable du Programme
"Femmes dans la pêche" d'ICSF.

Livres

Pêcher pour le développement: la pêche côtière en Afrique. Edité par I. Twedten et Bttersorg, L'Institut Scandinave des Etudes Africaines. Uppsala. 1992. Pages 227. 12,97 Livres ST

Ne réinventez pas la roue

Ceux qui redigent les politiques ne doivent pas ignorer les traditionnels points forts du secteur de la pêche artisanale de l'Afrique, argumente les auteurs de ce livre.

Depuis le Projet de Pêche Indo-Norvégien au Kérala en Inde, initié par la Norvège en 1952, beaucoup de projets d'aide au développement ont été lancés autour du monde dans les pays en voie de développement. En général, ces projets se sont avérés de grands succès. Ils ont souvent exacerbé les conflits dans les eaux côtières.

Ce livre est un recueil des communications présentées lors d'un séminaire sur "Les Conditions socio-économiques du développement de la Pêche Artisanale en Afrique", organisée par l'Institut Sandinave des Etudes Africaines et le Collège Norvégien de la Science de la pêche.

Il présente une vue d'ensemble du secteur de la pêche artisanale du sub-Sahara africain.

Les résultats nets de ces projets en Afrique sont schématiquement synthétisés par Else Skjøsberg, une des collaboratrices de ce livre: 'Les unités de traitement de poissons abandonnées, les ports et les embarcadaires en ruine, les ateliers fermés, les bateaux naufragés et les moteurs hors-bord qui ne fonctionnent plus, les puits bétonnés desquels l'eau n'est pas puisée et les stands dans les marchés qui n'ont jamais servi, constituent des rappels affreux de l'imperfection et du gaspillage.

Faisant fi de l'assistance au développement accordée largement au secteur industriel et des politiques étatiques irrésistiblement dévouées aux pêches industrielles, il est un effet surprenant que le secteur artisanal continue à se développer en Afrique.

Dans des pays comme le Sénégal et le Ghana, par exemple, les pirogues "primitives" sont le fer de lance d'un des plus importants secteurs économiques. Il est d'autant plus impressionnant que la pêche artisanale dans ces pays soit développée à la fois en termes de productivité et en termes d'emploi, alors que l'économie générale était en perte de vitesse.

Les éditeurs de "Pêcher pour le développement" regrettent que malgré la performance lamentable de presque deux décennies de projets de pêche considérables et coûteux, 'nous avons plus de connaissances sur les différentes espèces de poissons dans les eaux africaines que sur les pêcheurs africains artisans, à la fois en termes de quantité, de migration et de dynamisme interne'.

Ce livre essaie de corriger cette anomalie en choisissant de '...souligner le fait que la pêche artisanale n'est pas le résidu condamné à l'extinction', 'malgré l'expansion des 'pêcheries modernes'.

Une perspective interdisciplinaire

Divers collaborateurs—principalement des pays nordiques—étudient les points forts des pêches artisanales en Afrique, d'un point de vue interdisciplinaire. Ils expliquent les raisons possibles de l'insuccès des projets d'aide au développement. Ils suggèrent aussi les conditions sans lesquelles des interventions extérieures peuvent se justifier.

Alors que la première partie de ce livre traite des aspects socio-économiques liés à la viabilité, et au dynamisme du secteur artisanal, la seconde partie met l'accent sur les échecs ou les conceptions erronées des tentatives de développement.

Elle discute ensuite des conditions sous lesquelles les pêcheries artisanales peuvent être développées avec succès. Dans sa contribution, Eyolf Jul-Larsen étudie les condi-

tions endogènes qui existent à l'intérieur des systèmes de production africains dans les pêches côtières.

Basées sur les migrations, l'innovation technologique, les changements dans l'organisation et les rapports de production, 'les pêcheries de l'Afrique de l'Ouest émergent comme un système économique hautement efficace et productif, conclut Jul-Larsen.

La croissance d'un réseau de marchés régionaux 'qui s'adaptent aux règles et aux valeurs des sociétés traditionnelles' a joué un rôle crucial dans la réalisation de cette efficacité.

Jul-Larsen soutient de plus qu'une considérable croissance économique ne nécessite pas forcément une modernisation, définie comme "rapports capitalistes de production", si les institutions et les réglementations sociales des sociétés traditionnelles peuvent être étendues et redéfinies.

L'économiste Jean-Philippe Platteau remarque que par le biais des réseaux familiaux et des rapports de crédit et de marketing, les pêcheurs font des investissements dans de nouvelles technologies sans la garantie collatérale. Les dispositions traditionnelles en tiennent lieu.

Le livre étudie aussi l'effet des migrations nationale et internationale des pêcheurs, l'importance d'une économie double de pêche et d'agriculture et leur complémentarité.

C'est sur cette base, qu'Else Skjønberg s'appuie pour transcender l'approche sectorielle du développement des pêches, pour éviter une prééminence de la biologie et des technologies et de comprendre l'économie de la pêche et ses liens avec d'autres secteurs et industries, avant d'accepter de faire une quelconque intervention externe.

Les deux derniers articles de ce livre traitent des questions de la gestion des ressources. Ils préviennent contre toute réalisation du 'modèle occidental' de la gestion des pêches.

Ossi Lindqvist et Hanna Mölsä expliquent comment 'les cultures locaux, les langues, les traditions et les coutumes s'entremêlent dans la pratique de la pêche artisanale' et plaident pour une politique de gestion basée plutôt sur des considérations socio-politiques que sur la biologie de la pêche. La gestion adaptative et l'auto-gestion sont plus pertinentes.

Paul Degnbo va plus loin dans son article en proposant une suggestion assez radicale, qui est peut-être 'la meilleure façon d'introduire la gestion dans le contexte artisanal' : c'est de ne pas le faire du tout, mais d'aider à la création d'un environnement qui est un soutien à une gestion intentionnelle ou accidentelle (sic) par les communautés de pêcheurs'.

"Pêcher pour le Développement" met bien en lumière le potentiel du secteur de la pêche artisanale en Afrique. Au lieu de 'réinventer la roue' chaque fois—avec des conséquences désastreuses—ce tome suggère fortement que les décideurs prennent plus sérieusement les 'pirogues dites primitives' de l'Afrique.

Laissez faire tout seul

Si vous allez à la pêche au développement - dans le sens métaphorique - les chances d'un développement du secteur de la pêche seront plus importantes si le secteur ne connaît pas d'interventions externes inappropriées faites par les biais de l'aide au développement.

Dans un langage compréhensible, *"Pêcher pour le Développement"* démontre de façon bien persuasive, les points forts de la pêche artisanale et met en évidence l'importance de cette réalité éprouvée pour le développement des pêches en Afrique. **3**

Cette recension est écrite par
Sebastian Mathew, Secrétaire
Général d'ICSF.

Nouvelles du monde

De l'océan sans poisson...

Ce n'était pas un voyage en train ordinaire. En novembre 1993, l'organisation environnementale Sierra Club du Canada, a organisé une caravane de militants écologistes pour traverser le Canada au train, un train nommé depuis le 'Train de Clayoquot'. Ils ont embarqué à St. Jean de Terre Neuve où l'industrie de pêche de la morue nordique a dû être fermée après l'extinction des stocks surpêchés par les chalutiers industriels.

De l'océan sans poissons, la caravane s'est mise en route au travers le pays, s'arrêtant pour de grands rassemblements et manifestations, embarquant toujours plus de gens en cours de route. La destination sur la côte ouest était Clayoquot Sound - un beau vestige menacé de la vieille forêt tropicale humide de la Colombie-Britannique, où les droits d'exploitation des bois sont possédés par la Société forestière géante Macmillan Bloedel. Tout au long de l'été, les protestataires furent arrêtés en essayant de bloquer les routes qui menaient vers la forêt.

...A la forêt sans arbre

Quand les activistes du Train de Clayoquot arrivèrent à la côte ouest défrichée et dévastée -la forêt sans arbre - plus de 500 personnes avaient été arrêtées. Les

premières furent trainées devant les cours de justice et condamnées à 30-45 jours en prison. Quand la police est intervenue pour lever les barrages, beaucoup d'activistes sont restés sur la route prêts à être arrêtés.

Bernard Martin, un pêcheur côtier de Petty Harbour, Terre Neuve, qui était parmi eux, avait été envoyé sur le Train de Clayoquot par le "Canadian Oceans Caucus".

Il expliquait sa décision de tenir bon et de faire face à l'arrestation comme un acte spontané. Mais ses actions suivantes ont été délibérées et soigneusement préméditées. Il a choisi de ne pas plaider coupable, bien qu'il eut été traité moins sévèrement.

Par contre, il a choisi de plaider 'non-coupable' et de faire son numéro au tribunal qu'il transforma en un forum pour exposer la condition des communautés littorales de Terre Neuve.

D'après Irené Novaczek, président du "Canadian Oceans Caucus", il y a des parallèles bien évidents entre le désastre écologique dans la zone littorale du Canada et la

destruction actuelle 'insoutenable' des forêts canadiennes.

Filmer la pêche

Une telle destruction des pêcheries a rarement été documentée proprement dans le milieu audiovisuel. Un personne a tenté de le faire sur

pellicule : le Canadien David Coole. Son récent court-métrage documentaire 'Long Line', produit par "Atlantic Filmmakers' Cooperative", part de la crise de la pêche atlantique canadienne et va vers le rapport de l'homme avec l'environnement.

S'adressant à l'Amérique latine

Ces liens sont maintenant compris partout dans le monde. Comment les politiques du développement agissent sur les pêches artisanales en Amérique Latine et aux Caraïbes c'était le sujet d'une conférence internationale en mai dernier à Ancona, en Italie. Elle a été organisée par le "Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli" (CISP - Comité International pour le développement des peuples) en collaboration avec Ancona Trade Fair, le ministère italien des Affaires Etrangères et la Commission de la

Communauté Européenne.

La Rencontre a rassemblé des experts venant des agences internationales aussi bien que des ONGs et des organisations des pêcheurs artisans des pays de l'Amérique Latine. En partageant leurs expériences, ils ont acquis de nouvelles perspectives stratégiques sur les politiques du développement et sur les programmes mis en place en tant que coopération internationale dans certains pays de l'Amérique Latine.

Dialogue à Tokyo

Une autre forme de coopération internationale a lieu ce mois-ci à Tokyo, où les opinions des citoyens sur l'Agenda 21 de l'UNCED seront exposées lorsque l'ONG japonaise, People's Forum 2001, organise un colloque international sur l'avenir de l'environnement. Les débats mettent l'accent sur l'énergie, le recyclage, les ressources de la pêche, le système de finances international et le commerce. Déroutant à la pratique habituelle, les participants viennent aussi des gouvernements et du monde commercial. Le Forum pense que c'est une bonne méthode de combler la lacune traditionnelle entre ces milieux et les ONGs.

La Commission Européenne étudie ferme

Il y a des lacunes dans la recherche scientifique des pêches. Les ministres des Pêches de la CE veulent maintenant étudier les pêches industrielles et ils le font suite à la demande pres-

sante du ministre anglais. Un groupe de travail doit aussi fixer les priorités d'étude des effets des pêches industrielles sur l'écosystème marin, les oiseaux et les petits cétacés. On attend un rapport à la fin d'avril 94.

Qui protège quoi ?

C'est un autre genre de rapport que produit GREENPEACE qui publie le directoire des ONG qui se préoccupent de protéger les Coraux. Cette liste unique d'organisations

comporte leur description, et explique en détail leurs activités et leurs spécialisation. Toutes les ONG concernées par les coraux ou simplement soucieuses de leur conservation.

Des grognements de l'Hémisphère Sud

Près d'une région connue pour ses récifs, les ennuis se parent en Nouvelle Calédonie dans le Pacifique Sud. A la recherche de 'coquille St. Jacques', un crustacé qui est un plat de luxe pour les consommateurs du Nord, une compagnie de la pêche australienne va probablement détruire un lieu de pêche traditionnel. Celui-ci appartient aux pêcheurs 'kanak' de l'île de Tanlo, au point nord de la Nouvelle Calédonie. Leur zone de pêche qui est utilisée par tous les pêcheurs côtiers de la région, se situe dans la lagune entourant l'île. On dit que

son éco-système est clos et fragile.

La Société Sodinor, une société de pêcheurs de Kanak, basée au village de Poum, craint que l'usine ne devienne la base permettant aux chalutiers d'opérer dans la lagune. Les dragues qu'ils utilisent pour capturer leurs crustacés détruiront alors le lit de la mer, se soucient les pêcheurs de kanak.

De la pêche guidée par l'armée...

Ceux qui essaient de pêcher dans les mers birmanes s'inquiètent aussi. La junte militaire Birmane (SLORC) maintient un regard pénétrant et sévère sur la pêche dans les eaux nationales. L'an dernier, elle a annulé les contrats des vieilles compagnies de pêche thaïlandaises puisqu'elles ont violé les règlements de SLORC. Mais depuis le début de cette année, le SLORC a donné des permis de pêche à 281 bateaux appartenant à huit entreprises thaïlandaises. Ceci grâce aux accords bilatéraux.

Sous la nouvelle loi birmanienne, les bateaux étrangers illégaux découverts en train de pêcher dans les eaux birmaniennes seront condamnés à 47 années d'incarcération.

Les nouveaux règlements interdisent tout contact direct entre les compagnies thaïlandaises et le régime militaire birmanien.

Le département des pêches de Thaïlande sélectionnera donc les entreprises thaïlandaises qui obtiendront un contrat avec le SLORC. Le contact est donc au niveau des gouvernements.

...à la pêche responsable?

Les rapports entre les ONGs et le FAO vont certainement souffrir avec l'établissement du Code de Conduite de la Pêche Responsable de la FAO. Un grand nombre d'ONGs présentes à la séance de juillet de la conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons chevauchants et hautement migratoires ont exprimé leur souci quant à la participation des ONGs à l'établissement du Code. Ils pensent que le FAO n'a pas encore fait de réels efforts pour les consulter, bien qu'à la séance de mars 1994 du Comité de FAO sur les Pêcheries, les gouvernements étaient d'accord sur la participation active de toutes les organisations impliquées, y compris les ONGs.

Une agriculture irresponsable

Dans le sud de l'Inde, de grandes étendues des champs de riz sont maintenant converties en fermes à crevettes. De là, l'eau salée s'infiltre dans les rizières, les rendant impropres pour la culture de riz. D'après S. Jagannathan, le président du

Mouvement de Grama Swaraj (règne du village), la grande quantité d'eau salée refoulée par les conduites qui vont pomper loin en mer, entrave les opérations des pêcheurs artisans, ce qui met en danger

leurs moyens d'existence.

Le danger des barrages

La construction du barrage de Pak Mun en Thaïlande, sur la rivière Mun, un affluent du Mékong est également pleine de dangers. Les 16 rapides seront inondés ou dynamités, sauf un. Ce projet financé par la Banque Mondiale déplacera 250 familles. La forêt tropicale du Parc National de Kaeng Tana sera également touchée par les inondations. Déjà, les captures de poissons dans la rivière de Mun ont été réduites à presque zéro.

Envoyé en conserves

Ne voulant pas être réduit à la soumission, les travailleurs de la Compagnie de pêche au Pacifique (PAFCO) à Levuka, au Fidji, étaient en grève en août dernier. La majorité des 600 travailleurs de cette compagnie de conserves alimentaires de l'état sont des femmes. Le gouvernement déclarant la grève illégale, les travailleuses restèrent bloquées et l'usine fut fermée.

Stoppez l'accord s'il vous plaît

L'accord de pêche entre le Sénégal et la Communauté Européenne (CE) vient à terme en octobre 94. Pour lancer une campagne contre le renouvellement de l'accord, le CNPS - l'organisation nationale des pêcheurs du Sénégal va discuter des stratégies lors de son deuxième congrès du 24-26 mars.

Make and Break Harbour

How still lies the bay in the light western airs
Which blow from the crimson horizon
Once more we tack home with a dry empty hold
Savings gas with the breezes so fair
She's a kindly Cape Islander, old, but still sound
But so lost in the longliner's shadow
Make and break, and make do, but the fish are so few
That she won't be replaced should she founder.

It's so hard not to think of before the big war
When the cod went so cheap but so plenty
Foreign trawlers go by now with long seeing eyes
Taking all, where we seldom take any
And the young folk don't stay with the fisherman's way
Long ago, they all moved to the cities
And the ones left behind, old and tired, and blind
Can't work for 'a pound for a penny'.

In Make and Break Harbour the boats are so few
Too many are pulled up and rotten
Most houses stand empty, old nets hung to dry
Ary blown away, lost, and forgotten.

I can see the big draggers have stirred up the bay
Leaving lobster traps smashed on the bottom
Can they think it don't pay to respect the old ways
That Make and Break men have not forgotten?
For we still keep our time to the turn of the tide
And this boat that I built with my father
Still lifts to the sky! The one lunger and I
Still talk like old friends on the water.

**Chanson du chanteur canadien Stan Rogers
de son album *Home in Halifax***

ICSF est une organisation non gouvernementale (ONG) travaillant sur des questions concernant les pêcheurs du monde entier. Elle est sur la Liste Spéciale des Organisations Non-Gouvernementales Internationales du Bureau International du Travail. Dépôts à Genève, les bureaux d'ICSF se situent à Madras et à Bruxelles. En tant qu'un réseau global d'animateurs communautaires, enseignants, techniciens, chercheurs et scientifiques, les activités d'ICSF comprennent le monitoring et la recherche, l'échange et la formation, campagnes et programmes d'action.

La REVUE SAMUDRA sollicite des articles et des réponses. Toute correspondance doit s'adresser au bureau d'ICSF à Madras.

Publié par

Sébastien Mathew pour
Le Collectif International d'Appui aux travailleurs de la pêche (iCSF)
27 College Road, Madras 600 006, Inde
Tél:(91)44-827 5303 Télécopieur (91) 44-825 4457

à Bruxelles
65 Rue Grétry, B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél: (32) 2-218 1538 Télécopieur (32) 2-2178305

Edité par

K.G.Kumar

Traduit de l'édition anglaise par
Malavika Shivakumar et Pierre Gillet

Mise en page

Satish Babu

Illustré par

K. Ramesh Babu

Couverture

du tableau 'Fishergirl' de B. Prabha

Les photos, avec la permission de
Mark Butler et Forum Fisheries Agency

Imprimé à Madras par

Nagaraj and Company

SAMUDRA REVUE No.9 Février 1994
REVUE NON COMMERCIALE A CIRCULATION RESTREINTE AU RESEAU